

Rapport financier semestriel

pour la période
close au 30 juin 2014

1	RAPPORT D'ACTIVITE	PAGE 2
2	COMPTES CONSOLIDES	PAGE 15
3	ATTESTATION	PAGE 38
4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	PAGE 39

1. Rapport d'activité

Le Conseil d'Administration de Lafarge, réuni le 24 juillet 2014 sous la Présidence de Bruno Lafont, a approuvé les comptes au 30 juin 2014. L'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de Lafarge par les commissaires aux comptes a fait l'objet d'un rapport figurant dans le Rapport financier semestriel pour la période close au 30 juin 2014.

Le rapport d'activité semestriel doit être lu en liaison avec les comptes consolidés semestriels le Document de Référence de la société pour l'exercice 2013 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 2 avril 2014 sous le numéro D.14-0275. Lafarge exerce ses activités dans un environnement dont l'évolution l'expose à des facteurs de risques et incertitudes qui viennent s'ajouter aux facteurs de risques liés à l'exercice de ses métiers. Une description détaillée de ces facteurs de risques et incertitudes figure au chapitre 5 « Risques et contrôle » du Document de Référence. La matérialisation des risques pourrait avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière, nos résultats, nos perspectives ou le cours de l'action, notamment durant les six mois restants de l'exercice. Il peut exister d'autres risques qui n'ont pour l'instant pas été identifiés ou dont la survenance n'est pas considérée comme pouvant avoir de tels effets négatifs à ce jour.

Dans les présents états financiers et dans nos communications aux actionnaires et aux investisseurs, l'expression « résultat d'exploitation courant » fait référence au sous-total « résultat courant avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres » dans le compte de résultat consolidé. Ce sous-total exclut donc du résultat d'exploitation les éléments dont le montant et/ou la fréquence sont par nature imprévisibles, telles que les plus-values de cession, les pertes de valeur d'actifs et les charges de restructuration. Même si ces éléments ont été constatés lors d'exercices précédents et qu'ils peuvent l'être à nouveau lors des exercices à venir, les montants constatés historiquement ne sont pas représentatifs de la nature et/ou du montant de ces éventuels éléments à venir. Le Groupe estime donc que le sous-total « résultat d'exploitation courant » présenté de manière distincte dans le compte de résultat, facilite la compréhension de la performance opérationnelle courante, permet aux utilisateurs des états financiers de disposer d'éléments utiles dans une approche prévisionnelle des résultats et d'identifier plus facilement les tendances de la performance financière du Groupe.

Par ailleurs, le « résultat d'exploitation courant » est une composante majeure du principal indicateur de rentabilité du Groupe, le retour sur capitaux employés. Ce ratio résulte de la somme du « résultat d'exploitation avant plus-values de cession, pertes de valeur sur actifs, restructuration et autres », et du résultat des co-entreprises et des sociétés mises en équivalence, rapportée à la moyenne des capitaux employés. Le Groupe utilise cet agrégat en interne pour : a) gérer et évaluer les résultats de ses activités et lignes de produits, b) prendre des décisions d'investissement et d'allocation des ressources, et c) évaluer la performance du personnel d'encadrement. Compte tenu des limites liées à l'utilisation de cet agrégat, exposées ci-après, le Groupe restreint l'utilisation de cet agrégat à ces objectifs.

Ce sous-total présenté de manière distincte du résultat d'exploitation n'est pas nécessairement comparable aux indicateurs de même intitulé utilisés par d'autres Groupes. En aucun cas, il ne saurait être considéré comme équivalent au résultat d'exploitation du fait que les plus-values de cession, les pertes sur actifs, les restructurations et autres ont un impact sur notre résultat d'exploitation et notre trésorerie. Ainsi, le Groupe présente aussi, dans le compte de résultat consolidé, le résultat d'exploitation qui comprend l'ensemble des éléments ayant un impact sur le résultat opérationnel du Groupe et sur sa trésorerie.

Le résultat brut d'exploitation (ou « EBITDA ») est défini comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Cet indicateur financier est une mesure non comptable.

Les montants sont généralement exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire. Les variations sur base comparable sont calculées à périmètre et taux de change constant, sauf indication contraire.

Afin d'avoir une information comparable et en accord avec les IFRS, les données 2013 ont été retraitées pour refléter l'impact du nouveau standard IFRS 11 sur les accords de co-entreprises, applicable à compter du 1^{er} janvier 2014.

Ce document contient des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives constituent soit des tendances, soit des objectifs, et ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et potentiel. Bien que Lafarge estime que ces déclarations prospectives reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et notamment les risques décrits dans le Document de Référence de Lafarge disponible sur son site Internet (www.lafarge.com) et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. Aucune information contenue dans ce document n'est ou ne doit être interprétée comme une promesse ou une garantie quant à la performance future de Lafarge. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives. Lafarge ne prend aucun engagement quant à la mise à jour de ces déclarations prospectives. Des informations plus complètes sur Lafarge peuvent être obtenues sur son site Internet (www.lafarge.com), notamment à la page « Information réglementée ».

Ce document ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre pour la vente ou l'échange de titres Lafarge.

1.1 Chiffres clés consolidés

Synthèse des chiffres clés

	6 Mois		Variation	Sur base comparable ⁽⁴⁾	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Sur base comparable ⁽⁴⁾
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	57,0	54,5	5 %	7 %	31,1	30,6	2 %	4 %
Granulats (MT)	69,9	70,7	-1 %	1 %	43,0	44,3	-3 %	-1 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	12,8	13,0	-1 %	-2 %	7,1	7,2	-2 %	-4 %
<i>En millions d'euros, à l'exception du résultat net par action</i>								
Chiffre d'affaires	6 000	6 234	-4 %	6 %	3 367	3 559	-5 %	3 %
EBITDA	1 155	1 167	-1 %	13 %	812	825	-2 %	9 %
<i>Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)</i>	19,3 %	18,7 %	60pb	130pb	24,1 %	23,2 %	90pb	140pb
Résultat d'exploitation courant	755	739	2 %	20 %	609	611	-	12 %
Résultat net, part du Groupe ⁽¹⁾	70	84	-17 %		205	201	2 %	
Résultat par action (en euros) ⁽²⁾	0,24	0,29	-17 %		0,71	0,70	2 %	
Cash flow libre ⁽³⁾	(160)	(114)	na		(37)	151	na	
Endettement net	10 104	11 243	-10 %					

na : non applicable

(1) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

(2) Le nombre moyen d'actions en circulation s'est élevé à respectivement 287,4 millions et 287,3 millions aux deuxièmes trimestres 2014 et 2013, et à 287,4 millions et 287,2 millions aux premiers semestres 2014 et 2013, respectivement

(3) Défini comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien

(4) A périmètre et taux de change constants, et en excluant le gain non-récurrent de 20 millions d'euros enregistré au premier trimestre 2013 sur l'Amérique du Nord.

Chiffre d'affaires par zone géographique et par activité

(en millions d'euros)

	6 Mois		Variation	Effet des variations de périmètre	Effet des variations de change	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013					2014	2013	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	1 132	1 229	-8 %	-2 %	-10 %	4 %	756	794	6 %
Europe occidentale	1 079	1 101	-2 %	-	-	-2 %	576	622	-7 %
Europe centrale et de l'Est	489	488	-	-6 %	-6 %	12 %	316	340	4 %
Moyen-Orient et Afrique	1 854	1 800	3 %	-	-7 %	10 %	961	962	7 %
Amérique Latine	350	456	-23 %	-16 %	-14 %	7 %	177	238	1 %
Asie	1 096	1 160	-6 %	-	-11 %	5 %	581	603	5 %
Par activité									
Ciment	4 100	4 227	-3 %	-3 %	-7 %	7 %	2 246	2 365	4 %
Granulats et Béton	1 878	1 981	-5 %	-	-7 %	2 %	1 109	1 179	1 %
Holdings et autres	22	26					12	15	
TOTAL	6 000	6 234	-3,8 %	-2,0 %	-7,3 %	5,5 %	3 367	3 559	3,2 %

EBITDA par zone géographique et par activité

(en millions d'euros)

	6 Mois		Variation	Impact des variations de périmètre et des éléments non récurrents ⁽¹⁾	Impact des variations de change	Variation sur base comparable ⁽¹⁾	2 ^{ème} Trimestre		Variation sur base comparable ⁽¹⁾
	2014	2013					2014	2013	
Par zone géographique									
Amérique du Nord	115	126	-9 %	-26 %	-13 %	30 %	177	139	48 %
Europe occidentale	146	119	23 %	-	-	23 %	107	112	-4 %
Europe centrale et de l'Est	71	45	58 %	5 %	-4 %	57 %	88	80	18 %
Moyen-Orient et Afrique	529	487	9 %	1 %	-7 %	15 %	279	270	10 %
Amérique Latine	73	122	-40 %	-24 %	-11 %	-5 %	35	71	-24 %
Asie	221	268	-18 %	-	-10 %	-8 %	126	153	-10 %
Par activité									
Ciment	1 051	1 074	-2 %	-5 %	-8 %	11 %	687	705	8 %
Granulats et Béton	110	102	8 %	-7 %	-8 %	23 %	129	125	14 %
Holdings et autres	(6)	(9)					(4)	(5)	
TOTAL	1 155	1 167	-1 %	-6 %	-8 %	13 %	812	825	9 %

(1) A périmètre et taux de change constants, et en excluant le gain non-récurrent de 20 millions d'euros enregistré au premier trimestre 2013 sur l'Amérique du Nord.

1.2. Analyse des résultats

L'analyse par pays de l'évolution de nos volumes et de nos ventes, sauf indication contraire, concerne les volumes domestiques et le chiffre d'affaires provenant du marché géographique concerné et réalisé sur ce marché, et ne tient donc pas compte des ventes et des volumes à l'exportation.

Faits marquants du Groupe pour la période

- La croissance organique reste solide, soutenue par la croissance des volumes et la hausse des prix, ainsi que par les réductions de coûts et l'effet de nos actions d'innovation. Sur base comparable, le chiffre d'affaires et l'EBITDA ont progressé de 3 % et 9 % respectivement.
- Comme anticipé, les variations de change sur le trimestre ont continué à peser sur nos résultats, avec un impact négatif de -7 % (soit -224 millions d'euros sur le chiffre d'affaires et -56 millions d'euros sur l'EBITDA).
- La marge brute d'exploitation s'est améliorée au 2^{ème} trimestre de 90 points de base, et de 140 points de base à périmètre et taux de change constants, soutenue par les mesures de réduction des coûts et d'innovation qui ont généré respectivement 115¹ millions d'euros et 50¹ millions d'euros sur le trimestre. Sur le premier semestre, ces mesures ont généré une contribution de 290 millions d'euros, en ligne avec l'objectif de plus de 600 millions d'euros sur l'année 2014.
- Le résultat net part du Groupe s'est amélioré de 2 % au deuxième trimestre par rapport à 2013, la croissance organique ayant largement compensé l'impact négatif des variations de change. Au premier trimestre 2013, le résultat net part du Groupe comprenait des plus-values de cession de 45 millions d'euros. En excluant cet effet, le résultat net part du Groupe du premier semestre 2014 est en hausse d'environ 30 millions d'euros.
- 1,1 milliard d'euros de réduction de l'endettement net sécurisé depuis le 1^{er} janvier grâce aux désinvestissements, un montant qui inclut 0,4 milliard d'euros encaissés au premier semestre. Au 30 juin 2014, la dette nette est en baisse de 1,1 milliard d'euros par rapport au 30 juin 2013.
- Une liste de désinvestissements proposés a été annoncée dans le cadre de notre projet de fusion pour créer LafargeHolcim.

¹ EBITDA avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA de 140 millions euros (95 millions euros de réduction de coûts et 45 millions euros liés aux actions en matière d'innovation)

Evolution du Chiffre d'affaires et de l'EBITDA

Au cours du premier semestre 2014, le secteur de la construction a globalement été mieux orienté qu'en 2013. L'Europe a ainsi bénéficié d'un climat clément et de tendances de marché en amélioration dans plusieurs pays. Les volumes en Amérique du Nord sont ressortis en hausse, principalement sous l'effet de la croissance du secteur résidentiel. Enfin l'activité de la construction dans les pays émergents a continué à bénéficier d'une croissance solide.

À périmètre constant, les volumes vendus de ciment ont progressé de 7 % par rapport au premier semestre 2013 et de 4 % comparé au deuxième trimestre 2013, soutenus notamment par la croissance vigoureuse enregistrée aux Etats-Unis après un premier trimestre pénalisé par de mauvaises conditions météorologiques, par la hausse des volumes en Egypte avec la mise en œuvre progressive de notre stratégie de diversification des combustibles, par le démarrage de notre nouvelle cimenterie au Rajasthan en Inde, par la progression des ventes à l'export et par nos actions d'innovation. A périmètre constant, les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi ont respectivement progressé de 1% et baissé de 2% par rapport au premier semestre 2013. Ils sont en recul respectivement de 1% et 4 % au deuxième trimestre, sous l'effet d'une baisse du niveau d'activité en France.

Le chiffre d'affaires consolidé, à 6 000 millions d'euros pour le premier semestre 2014, est ressorti en repli de 4 % par rapport à l'exercice précédent, et a reculé de 5 % à 3 367 millions d'euros au deuxième trimestre.

Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de -2,0 % (soit -128 millions d'euros) sur le chiffre d'affaires du semestre, ce qui traduit principalement la cession de nos activités cimentières au Honduras et en Ukraine, l'effet de la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia, et la cession d'actifs granulats aux États-Unis. Les variations de change ont eu un impact défavorable sur le chiffre d'affaires (-7,3 % sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2014, soit -419 millions d'euros), reflétant principalement l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, au dollar US, au rand sud-africain, au real brésilien et à différentes devises asiatiques, notamment la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires consolidé a crû de 6 % sur le premier semestre 2014 et de 3 % au deuxième trimestre, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et des hausses de prix dans l'ensemble de nos lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts. Au deuxième trimestre 2014, les prix du ciment sont en hausse de 2,2 % par rapport au deuxième trimestre 2013 et ont augmenté de 1,4 % par rapport au premier trimestre 2014, en réponse à l'inflation des coûts.

L'EBITDA a également subi l'impact négatif des variations de change (-8 %, soit -85 millions d'euros sur l'EBITDA du premier semestre 2014) et des changements de périmètre (-3 %, soit -36 millions d'euros d'impact sur le premier semestre). Par ailleurs, l'EBITDA du premier semestre 2013 avait bénéficié d'un gain non récurrent de 20 millions d'euros, lié à la décision du management de revoir certains régimes de retraites en Amérique du Nord.

Sur bases comparables, l'EBITDA a progressé de 13 % par rapport au premier semestre 2013 et de 9 % par rapport au deuxième trimestre 2013. La marge brute d'exploitation a connu une forte amélioration, soutenue par nos mesures visant à réduire les coûts et à promouvoir l'innovation, mesures dont la contribution à l'EBITDA² s'est élevée à 165 millions d'euros sur le trimestre et à 290 millions d'euros sur le semestre.

² EBITDA total avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'EBITDA de 140 millions d'euros au deuxième trimestre (95 millions d'euros de réduction de coûts et 45 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation), et de 250 millions d'euros au premier semestre.

Analyse des résultats par région

Amérique du Nord

	6 Mois		Variation	Variation sur base comparable (1)	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation sur base comparable (1)
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	4,6	4,4	4 %	4 %	3,1	2,9	6 %	6 %
Granulats (MT)	32,4	36,1	-10 %	-4 %	22,1	24,0	-8 %	-3 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,3	2,5	-6 %	-7 %	1,5	1,5	-1 %	-3 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 132	1 229	-8 %	4 %	756	794	-5 %	6 %
EBITDA (millions d'euros)	115	126	-9 %	30 %	177 ⁽²⁾	139	27 %	48 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	10,2 %	10,3 %	-10pb	210pb	23,4 %	17,5 %	590pb	670pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	50	48	4 %	nm	144	99	45 %	69 %

(1) À périmètre et taux de change constants, et en excluant un gain non récurrent de 20 millions d'euros comptabilisé sur le premier trimestre 2013

(2) Incluant un gain non-récurrent de 11 millions d'euros

Les marchés ont globalement suivi une orientation favorable dans la région, soutenus par l'amélioration des tendances du secteur résidentiel aux Etats-Unis et la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada. Les volumes sont repartis à la hausse au deuxième trimestre 2014, après un premier trimestre pénalisé par des conditions météorologiques défavorables dans les régions où nous sommes présents aux Etats-Unis et au Canada.

Le chiffre d'affaires ressort en baisse de 8 % comparé au premier semestre 2013 (5 % au deuxième trimestre), traduisant l'impact particulièrement défavorable des variations de change. Sur le premier semestre, la dépréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a ainsi eu un impact négatif de 10 % sur le chiffre d'affaires, tandis que les cessions d'actifs de granulats l'ont réduit de 2 %.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a progressé de 4 % sur le premier semestre 2014 et 6 % au deuxième trimestre, soutenu par la hausse des prix mise en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits et par l'augmentation des volumes de ciment vendus.

- **Aux Etats-Unis**, le secteur de la construction a bénéficié d'un fort effet de rattrapage à partir de mars 2014, après un démarrage faible lié aux conditions météorologiques particulièrement défavorables dans le nord-est du pays. À périmètre constant, les volumes vendus de ciment ont crû de 6 % par rapport au premier semestre 2014 et de 9 % comparé au deuxième trimestre 2013. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont contractés de respectivement 4 % et 9 % par rapport au premier semestre 2013, du fait de leur exposition plus importante au segment des infrastructures, avec des tendances un peu plus favorables au deuxième trimestre.
- **Au Canada**, le chiffre d'affaires est resté globalement stable, sous l'effet du démarrage tardif de la saison de la construction après un hiver particulièrement sévère, notamment dans l'Est. Les hausses de prix et l'accroissement des volumes observés dans l'ouest du Canada ont compensé la tendance plus faible du marché au Québec. À périmètre constant, les volumes vendus de ciment ont crû de 1 % sur le premier semestre et de 2 % par rapport au deuxième trimestre 2013. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont inscrits en retrait de 4 % et 6 % respectivement par rapport au premier semestre 2013, qui avait bénéficié de plusieurs grands projets maintenant achevés dans l'ouest du Canada.

À périmètre et taux de change constants, et en excluant un gain non-récurrent de 20 millions d'euros sur certains plans de retraite comptabilisé au premier trimestre 2013, l'EBITDA a connu une forte amélioration à la fois sur le trimestre et sur le semestre. Cette performance traduit à la fois l'effet de levier opérationnel aux Etats-Unis et les importantes économies de coûts et mesures en matière d'innovation. Les prix ont progressivement fait l'objet de hausses en réponse à l'inflation des coûts. L'EBITDA du premier semestre 2014 comporte deux éléments non récurrents : un impact négatif de 16 millions d'euros lié à un déstockage intervenu au premier trimestre, quasiment compensé par un gain non-récurrent de 11 millions d'euros enregistré au deuxième trimestre 2014.

Europe occidentale

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	5,9	5,9	-	-	3,3	3,5	-4 %	-4 %
Granulats (MT)	17,4	17,1	2 %	3 %	9,2	9,7	-5 %	-4 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	3,7	3,8	-2 %	-3 %	1,9	2,0	-8 %	-9 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 079	1 101	-2 %	-2 %	576	622	-7 %	-7 %
EBITDA (millions d'euros)	146	119	23 %	23 %	107	112	-4 %	-4 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	13,5 %	10,8 %	270pb	270pb	18,6 %	18,0 %	60pb	60pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	60	30	100 %	103 %	64	68	-6 %	-4 %

Notre chiffre d'affaires a diminué de 2 % par rapport au premier semestre 2013 et 7 % par rapport au deuxième trimestre 2013, sous l'effet de la baisse des volumes observée dans plusieurs pays. Les variations de périmètre et des taux de change ont eu un impact négligeable.

- **En France**, nos volumes se sont inscrits en baisse dans l'ensemble de nos lignes de produits sous l'effet de l'atonie de l'activité de construction au deuxième trimestre. Sur le premier semestre, nos volumes de ciment et de béton prêt à l'emploi ont chuté de 5 % et 6 % respectivement, tandis que nos volumes de granulats ont crû de 2 %, soutenus par certains projets routiers et par une base de comparaison plus favorable au premier trimestre.
- **En Espagne**, quelques signes de reprise économique sont perceptibles, mais ils ne se sont pas encore fait ressentir dans le secteur de la construction. Les volumes vendus de ciment ont augmenté de 1 % sur le premier semestre et sont ressortis en recul de 8 % par rapport au deuxième trimestre 2013.
- L'activité de construction **en Grèce** a continué à montrer des signes d'amélioration. De fait, les volumes vendus de ciment et de béton prêt à l'emploi sur le marché domestique, après avoir atteint des niveaux faibles, ont progressé, soutenus par différents grands projets d'infrastructures lancés récemment. Le rythme de croissance a toutefois été plus modéré au deuxième trimestre.

L'EBITDA s'est inscrit en progression de 27 millions d'euros sur le semestre, soutenu par des mesures de réduction des coûts et d'innovation. La marge brute d'exploitation s'est améliorée de 60 points de base au deuxième trimestre, les initiatives internes ayant permis de compenser la baisse du chiffre d'affaires.

Europe centrale et de l'Est

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	5,4	5,4	-	6 %	3,5	3,8	-9 %	-3 %
Granulats (MT)	9,4	7,9	20 %	9 %	6,1	5,5	13 %	7 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	1,0	0,6	61 %	61 %	0,6	0,4	50 %	50 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	489	488	-	12 %	316	340	-7 %	4 %
EBITDA (millions d'euros)	71	45	58 %	57 %	88	80	10 %	18 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	14,5 %	9,2 %	530pb	420pb	27,8 %	23,5 %	430pb	320pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	28	1	na	na	66	57	16 %	22 %

Globalement, la région a bénéficié de l'amélioration de la tendance sur les marchés et de conditions météorologiques clémentes dans la plupart des pays.

Le chiffre d'affaires est resté stable par rapport à l'année passée, et est ressorti en baisse de 7 % par rapport au deuxième trimestre 2013, sous l'effet de la dépréciation du rouble russe et de la cession de nos activités cimentières en Ukraine, réalisée à la fin du troisième trimestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 12 % par rapport au premier semestre 2013 et de 4 % sur le deuxième trimestre, soutenu par des tendances favorables sur la plupart des marchés et par différents projets dans les activités granulats et béton.

- **En Pologne**, le marché de la construction a poursuivi sa progression au deuxième trimestre, malgré un ralentissement par rapport au rythme très soutenu du premier trimestre. Notre chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse à la fois sur le trimestre et sur le semestre, porté par le lancement de plusieurs grands projets d'infrastructures qui ont soutenu nos activités granulats et béton prêt à l'emploi. Des hausses de prix ont été mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Roumanie**, les volumes vendus de ciment se sont inscrits en hausse de 6 % par rapport au premier semestre 2013. Toutefois, ils se sont contractés de 4 % au deuxième trimestre, après le démarrage anticipé de différents projets au premier trimestre du fait des conditions météorologiques favorables.
- **En Russie**, la consommation de ciment sur le marché a légèrement augmenté par rapport à l'année dernière. Les volumes vendus de ciment ont crû de 7 % par rapport au deuxième trimestre 2013 et de 4 % sur le semestre, tandis que des hausses de prix ont été mises en œuvre pour compenser l'inflation des coûts. Notre nouvelle usine de 2 MT située dans le sud de la région de Moscou a été mise en service en avril et devrait progressivement nous aider à capter la croissance attendue sur le marché.

L'EBITDA s'est inscrit en hausse de 26 millions d'euros par rapport au premier semestre 2013 et de 8 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2013, avec une croissance solide des marges brutes d'exploitation, soutenus principalement par les efforts de maîtrise des coûts et les actions de promotion de l'innovation, et malgré l'impact défavorable des changements de périmètre et des variations de change.

Moyen Orient et Afrique

Volumes	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Ciment (MT)	21,5	19,4	11 %	7 % ⁽¹⁾	11,0	10,3	7 %	2 % ⁽¹⁾
Granulats (MT)	5,0	4,2	19 %	19 %	2,6	2,3	14 %	14 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,8	2,5	8 %	5 %	1,5	1,4	5 %	2 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 854	1 800	3 %	10 %	961	962	-	7 %
EBITDA (millions d'euros)	529	487	9 %	15 %	279	270	3 %	10 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	28,5 %	27,1 %	140pb	130pb	29,0 %	28,1 %	90pb	90pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	400	351	14 %	21 %	214	203	5 %	13 %

(1) domestique

La région Moyen Orient et Afrique a bénéficié de la bonne orientation générale des marchés.

Le chiffre d'affaires a progressé de 3 % sur le semestre, et est resté stable par rapport au deuxième trimestre 2013, avec un impact négatif de 7 % des variations de change.

À périmètre et taux de change constants, notre chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 10 % par rapport au premier semestre 2013 et de 7 % comparé au deuxième trimestre 2013, avec une contribution positive de la plupart des pays sur le semestre.

- **Au Nigéria**, le marché de la construction a globalement bénéficié de bonnes tendances. Nos ventes de ciment ont augmenté de 7 % au deuxième trimestre, freinées par des niveaux de production temporairement limités, et s'inscrivent en hausse de 10 % par rapport au premier semestre 2013. Des hausses de prix ont été mises en oeuvre en réponse à l'inflation des coûts.
- **En Algérie**, nos ventes de ciment ont augmenté de 3 % par rapport à un deuxième trimestre particulièrement élevé qui avait bénéficié d'un effet de rattrapage après une grève intervenue au premier trimestre 2013. Elles ont progressé de 16 % sur le semestre, reflétant les besoins importants de ciment de ce pays et l'accent porté sur les produits innovants. Nous avons également poursuivi le développement de nos activités de béton prêt-à-l'emploi dans le pays afin de compléter notre offre clients.
- **En Egypte**, la pénurie d'énergie continue de peser sur nos niveaux de production. Les volumes vendus de ciment, fortement impactés par ces pénuries au premier semestre 2013, se sont inscrits en hausse en 2014 grâce à la mise en oeuvre progressive de mesures destinées à limiter cet impact, notamment en introduisant le petcoke dans les combustibles utilisés après l'obtention des permis nécessaires. Les volumes vendus de ciment ont progressé de 22 % au deuxième trimestre et de 20 % sur le semestre. Le contexte de hausse des coûts et de pénurie de ciment dans le pays ont favorisé l'augmentation des prix de vente du ciment.
- **En Irak**, les volumes vendus de ciment ont crû de 5 % sur le semestre, soutenus par une demande sous-jacente vigoureuse. Toutefois, nos ventes de ciment ont légèrement baissé de 1 % en volumes au deuxième trimestre ; la croissance soutenue enregistrée sur les mois d'avril et mai a ainsi été annulée par des difficultés de transport rencontrées en juin en Irak dans certaines régions dans le contexte des événements actuels. Les prix se sont situés à des niveaux inférieurs à ceux de l'année passée, en raison d'ajustements des prix opérés en 2013 en réponse aux imports iraniens et de la baisse des prix dans le nord du pays en juin.
- **Le Kenya** a bénéficié d'une activité de construction soutenue, ce qui s'est traduit par une croissance de 5 % des volumes vendus de ciment sur le semestre. Les prix moyens sont en retrait par rapport à l'an passé.
- **En Afrique du Sud**, le premier semestre 2014 a été affecté par les élections générales de mai et par une grève dans le secteur du platine. Nos ventes de ciment sont ressorties en baisse de 8 % en volumes aussi bien sur le trimestre que sur le semestre, également impactées par le démarrage d'une usine concurrente. Nos ventes de granulats se

sont améliorées par rapport au premier semestre 2013, soutenues par la poursuite des grands projets lancés l'année dernière et par la forte demande enregistrée sur le segment routier.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est amélioré de 15 % sur le semestre et de 10 % par rapport au deuxième trimestre 2013, sous l'effet conjugué de la hausse du chiffre d'affaires et de mesures importantes de réduction des coûts et d'innovation, et malgré un impact négatif de 6 millions d'euros lié à la situation actuelle en Irak.

Amérique latine

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	3,6	4,5	-19 %	-	1,7	2,3	-23 %	-5 %
Granulats (MT)	1,3	1,2	5 %	3 %	0,7	0,7	-6 %	-10 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	0,7	0,6	24 %	24 %	0,4	0,3	16 %	16 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	350	456	-23 %	7 %	177	238	-26 %	1 %
EBITDA (millions d'euros)	73	122	-40 %	-5 %	35	71	-51 %	-24 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	20,9 %	26,8 %	na	-280pb	19,8 %	29,8 %	na	-590pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	57	101	-44 %	-9 %	26	60	-57 %	-31 %

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation ont été pénalisés par la dépréciation du real brésilien et par les cessions effectuées en 2013 (cession de nos activités cimentières au Honduras réalisée à la fin novembre 2013 et déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia en juillet 2013).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 7 % sur le semestre, et de 1 % par rapport au deuxième trimestre 2013, soutenu principalement par les hausses de prix dans un contexte de forte inflation. Le niveau d'activité a marqué un ralentissement au deuxième trimestre en raison de la Coupe du Monde de football et du décalage des fêtes de Pâques ayant pénalisé le mois d'avril.

- **Au Brésil**, les ventes de ciment sont restées stables en volumes par rapport au premier semestre 2013. L'effet de la bonne orientation des marchés observée au premier trimestre a été annulé par une contraction des volumes au deuxième trimestre, reflétant principalement la diminution du nombre de jours travaillés durant la Coupe du Monde de football. Des hausses de prix ont été mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts. La nouvelle station de broyage située dans la région de Rio a démarré à la fin du premier trimestre 2014.
- **En Equateur**, le marché de la construction s'est légèrement contracté du fait de retards intervenus dans des projets d'infrastructures. Les ventes de ciment se sont inscrites en progression de 1 % par rapport au premier semestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, l'EBITDA s'est inscrit en retrait de 5 % sur le semestre et de 24 % par rapport au deuxième trimestre 2013, ce qui reflète l'effet conjugué de la baisse des volumes et de l'inflation des coûts, notamment sur les matières premières et les combustibles. La baisse de la marge brute d'exploitation est en partie liée à une augmentation des coûts de transport de ciment refacturés aux clients.

Asie

	6 Mois		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants	2 ^{ème} Trimestre		Variation	Variation à périmètre et taux de change constants
	2014	2013			2014	2013		
Volumes								
Ciment (MT)	16,0	14,9	7 %	7 %	8,5	7,8	8 %	8 %
Granulats (MT)	4,4	4,2	4 %	-1 %	2,3	2,1	5 %	-2 %
Béton prêt à l'emploi (Mm3)	2,3	3,0	-22 %	-22 %	1,2	1,6	-21 %	-21 %
Chiffre d'affaires (millions d'euros)	1 096	1 160	-6 %	5 %	581	603	-4 %	5 %
EBITDA (millions d'euros)	221	268	-18 %	-8 %	126	153	-18 %	-10 %
Marge brute d'exploitation (en % du chiffre d'affaires)	20,2 %	23,1 %	-290pb	-270pb	21,7 %	25,4 %	-370pb	-360pb
Résultat d'exploitation courant (millions d'euros)	160	208	-23 %	-12 %	95	124	-23 %	-15 %

La région a été sévèrement pénalisée par l'effet négatif des variations de change, notamment par la dépréciation de la roupie indienne.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 5 % à la fois sur le trimestre et sur le semestre, soutenu principalement par les volumes de ventes supplémentaires générés par notre nouvelle usine en Inde.

- **En Inde**, le marché a connu une croissance limitée dans le contexte des élections générales organisées en avril et mai. Nos volumes de ventes de ciment ont fortement augmenté, soutenus par la montée en puissance progressive de notre nouvelle cimenterie de 2,6 MT au Rajasthan, démarrée au troisième trimestre 2013. Les prix ont légèrement diminué par rapport à l'année dernière, mais ils ont augmenté par rapport au quatrième trimestre, aussi bien dans l'est de l'Inde qu'au Rajasthan.
- **En Malaisie**, nos ventes de ciment se sont inscrites en hausse de 8 % sur le semestre et de 4 % au deuxième trimestre, sous l'effet de hausses de prix passées pour neutraliser l'augmentation des coûts, notamment de l'électricité. Le marché de la construction a bénéficié d'une orientation positive, mais nos niveaux de production ont été limités dans l'une de nos usines au deuxième trimestre. Nos ventes de béton prêt à l'emploi ont diminué par rapport à l'année passée après l'achèvement de certains grands projets, notamment la construction du nouveau terminal de l'aéroport international de Kuala Lumpur.
- **Aux Philippines**, le démarrage de l'année pour le marché de la construction a été lent en raison des retards intervenus dans le programme de dépenses du gouvernement. Toutefois, le marché a retrouvé une orientation plus favorable à partir du mois de mars. Nos volumes de ciment ont ainsi augmenté de 4 % au deuxième trimestre, malgré le décalage de la semaine de Pâques sur le mois d'avril.
- **En Corée du Sud**, l'activité de construction s'est inscrite en léger recul par rapport à l'année passée, et nos ventes de ciment ont diminué de 1 % par rapport au premier semestre 2013.

Malgré des réductions de coûts importantes, l'EBITDA a chuté sous l'effet de l'inflation des coûts, notamment de l'électricité, et de la baisse des prix dans le nord-est de l'Inde. Notre nouvelle cimenterie au Rajasthan continue sa montée en puissance, et sa contribution à l'EBITDA devrait augmenter de manière progressive.

Autres rubriques du compte de résultat

Le tableau ci-dessous donne l'évolution de notre résultat d'exploitation et du résultat net aux 30 juin 2014 et 2013 :

(en millions d'euros)

	1 ^{er} semestre		Variation
	2014	2013	%
EBITDA	1 155	1 167	-1 %
Amortissements	(400)	(428)	-7 %
Résultat d'exploitation courant	755	739	2 %
Plus (moins) values de cession	33	46	nm
Autres produits (charges) d'exploitation	(106)	(101)	nm
Résultat d'exploitation	682	684	-
Produits (frais) financiers nets	(470)	(488)	-4 %
dont Charges financières	(524)	(572)	-8 %
Produits financiers	54	84	-36 %
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	30	(11)	nm
Résultat avant impôts	242	185	31 %
Impôts	(100)	(60)	67 %
Résultat net des activités poursuivies	142	125	14 %
Résultat net des activités abandonnées	-	21	nm
Résultat net	142	146	-3 %
Dont part attribuable aux :			
- Propriétaires de la société mère du Groupe	70	84	-17 %
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	72	62	16 %

Le montant des amortissements s'est inscrit en retrait à 400 millions d'euros contre 428 millions d'euros au premier semestre 2013, sous l'effet des variations de change et des cessions réalisées en 2013 et début 2014.

Les plus-values de cession se sont élevées à 33 millions d'euros au premier semestre 2014, contre 46 millions d'euros en 2013, et comprennent principalement le gain réalisé sur la cession d'actifs granulats au Maryland (Etats-Unis) pour 33 millions d'euros.

Les autres charges d'exploitation reflètent principalement l'impact des pertes de valeur d'actifs, des coûts de restructuration, et des variations de provisions pour litiges. Elles se sont élevées à 106 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 101 millions d'euros en 2013. En 2014, le Groupe a notamment enregistré 43 millions d'euros de charges de restructuration liées à l'exécution du programme de réduction des coûts (32 millions d'euros sur le deuxième trimestre).

Le résultat d'exploitation, à 682 millions d'euros, est stable comparé à l'année passée, l'effet de la croissance des volumes et des actions de réduction des coûts et d'innovation ayant compensé l'impact négatif de la variation des taux de change.

Les frais financiers nets, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, ont baissé, passant de 488 millions d'euros à 470 millions d'euros sur le premier semestre 2014.

Les charges financières au titre de la dette nette, à 380 millions d'euros, se sont inscrites en léger retrait par rapport au premier semestre 2013. La réduction de l'endettement net moyen s'est poursuivie sous l'effet de différentes actions, notamment au travers des cessions récemment encaissées. Le niveau de la dette brute, à 12,4 milliards d'euros, a baissé

en mai lors du remboursement d'un emprunt obligataire d'un milliard d'euros (échéance le 27 mai 2014) grâce à la trésorerie disponible. Ceci permettra de poursuivre la diminution progressive des charges financières sur la dette nette. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,5 % au premier semestre 2014, comparé à un taux un peu moins élevé l'an passé, dans la mesure où les produits des différentes cessions récemment encaissés ont permis de financer la saisonnalité de nos flux de trésorerie, limitant ainsi le recours à des instruments de financement court-terme bénéficiant d'un taux plus bas.

Les variations de change ont entraîné une perte de 11 millions d'euros au premier semestre 2014, contre une perte de 30 millions d'euros l'an passé.

Les autres charges financières s'élèvent à 79 millions d'euros. Elles incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires, et les intérêts nets liés aux plans de retraites. Elles ont légèrement augmenté par rapport à l'an passé sous l'effet de l'amortissement des frais d'émission d'un emprunt obligataire émis en septembre 2013 et de l'accélération de l'amortissement de coûts liés aux lignes de crédit, dont les termes ont été renégociés de façon anticipée au deuxième trimestre afin de bénéficier de meilleures conditions tout en maintenant une liquidité solide.

La quote-part dans le résultat des co-entreprises et des entreprises associées a représenté un gain net de 30 millions d'euros au premier semestre 2014, contre une perte nette de 11 millions d'euros en 2013, ce qui reflète principalement la progression de nos résultats au Royaume-Uni, où les synergies s'accroissent et où l'on assiste à une reprise du marché.

La charge d'impôt s'est élevée à 100 millions d'euros sur le premier semestre 2014, correspondant à un taux effectif d'impôts de 47 % du fait d'un impact non-récurrent sans contrepartie de trésorerie de 38 millions d'euros comptabilisé au premier trimestre 2014 lié à la cession d'actifs granulats dans le Maryland.

Le résultat net part du Groupe³ est ressorti à 70 millions d'euros au premier semestre 2014 contre 84 millions d'euros l'année passée. En excluant la baisse des gains nets d'impôts sur les cessions d'actifs de 45 millions d'euros du premier trimestre, il progresse d'environ 30 millions d'euros, la croissance organique ayant largement compensé l'impact négatif des variations de change. Au deuxième trimestre, le résultat net part du Groupe a progressé, passant ainsi de 201 millions d'euros à 205 millions d'euros, sous l'effet de la hausse du résultat des co-entreprises compensant le gain de 12 millions d'euros qui avait été comptabilisé en 2013 au titre des activités abandonnées.

La contribution des participations minoritaires a progressé, à 72 millions d'euros contre 62 millions d'euros au premier semestre 2013 (42 millions d'euros et 40 millions d'euros aux deuxièmes trimestres 2014 et 2013, respectivement), principalement sous l'effet de volumes en hausse dans différents pays de la région Moyen-Orient et Afrique.

Le résultat par action s'est établi à 0,24 euro au premier semestre 2014 (0,71 euro au deuxième trimestre 2014), contre 0,29 euro au premier semestre 2013 (0,70 euro au deuxième trimestre 2013), sous l'effet de la diminution du résultat net part du Groupe, le nombre moyen de titres étant resté relativement stable.

³ Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère

Flux de trésorerie

Les flux nets de trésorerie utilisés par les activités poursuivies se sont établis à 39 millions d'euros au premier semestre 2014 (1 million d'euros généré sur la même période l'an passé).

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies ont baissé de 40 millions d'euros sous l'effet d'une hausse de 30 millions d'euros des frais financiers payés, principalement liée à un décalage dans le paiement d'un coupon d'intérêts financiers (payé sur le troisième trimestre en 2013 et sur le deuxième trimestre en 2014). Le besoin en fonds de roulement a été maintenu à un niveau bas. Nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict⁴ ont ainsi limité l'augmentation normale du besoin en fonds de roulement liée au caractère saisonnier de nos activités au cours du semestre et se sont traduites par une évolution favorable de sa variation comparée à celle du premier semestre 2013. Exprimé en nombre de jours de ventes, le besoin en fonds de roulement strict a été réduit de 3 jours comparé à celui à fin juin 2013, reflétant principalement une optimisation des niveaux des stocks et des dettes fournisseurs.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont représenté une sortie nette de trésorerie de 107 millions d'euros au premier semestre 2014 (333 millions d'euros au premier semestre 2013).

Les investissements de maintien sont restés quasiment stables au premier semestre 2014, à 121 millions d'euros.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 322 millions d'euros conformément à notre stricte discipline d'investissement. Ils sont liés à la finalisation de notre usine à Kaluga (Russie) qui a produit son premier ciment en avril, aux projets d'extension et de rénovation en Amérique du Nord (Exshaw au Canada et Ravena aux Etats-Unis), et à différents projets de « dégoulottage », consistant à augmenter les capacités cimentières dans nos usines existantes.

Nettes de la dette nette cédée, les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 423 millions d'euros sur le semestre (162 millions d'euros sur le premier semestre 2013). Elles comprennent principalement la cession de carrières de granulats dans le Maryland (Etats-Unis), et la cession de notre participation de 20 % dans Siniat (activité plâtre en Europe et Amérique latine).

Etat de la situation financière consolidée

Au 30 juin 2014, les capitaux propres du Groupe se sont élevés à 16 133 millions d'euros (16 285 millions d'euros au 31 décembre 2013) **et l'endettement net à 10 104 millions d'euros** (9 846 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les capitaux propres ont légèrement diminué sur la période. L'impact du résultat net de 142 millions d'euros généré sur la période combiné à l'effet favorable de 145 millions d'euros lié à la conversion en euro, sans contrepartie de trésorerie, des actifs de nos filiales étrangères a en effet été plus qu'annulé par les dividendes (350 millions d'euros) et par les pertes actuarielles nettes (151 millions d'euros, sans contrepartie de trésorerie).

L'évolution de la dette nette reflète principalement les effets saisonniers habituels sur notre trésorerie et les investissements industriels réalisés sur la période, en partie compensés par les cessions encaissées sur le semestre.

Perspectives pour 2014

Pour l'exercice 2014, le Groupe confirme attendre une croissance globale de la demande de ciment comprise entre 2 et 5 % sur ses marchés par rapport à 2013. Les marchés émergents restent le principal moteur de croissance de la demande. Lafarge en bénéficiera grâce à un portefeuille d'actifs de grande qualité et géographiquement équilibré.

L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme similaire à celui de 2013, ce qui se traduira par des prix globalement en hausse.

Comme annoncé en 2013, le Groupe a pour objectif de ramener son endettement net à moins de 9 milliards d'euros en 2014⁵.

⁴ Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs

⁵ Cet objectif, annoncé en 2013, a été établi sur les chiffres publiés, c'est-à-dire avant prise en compte de l'impact de l'application de la norme IFRS 11 relatives aux joint-ventures

2. Comptes consolidés intermédiaires condensés

Compte de résultat consolidé

	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>					
Produits des activités ordinaires	6 000	6 234	3 367	3 559	13 091
Coût des biens vendus	(4 695)	(4 869)	(2 487)	(2 625)	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(550)	(626)	(271)	(323)	(1 210)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	755	739	609	611	1 937
Plus- (moins-) values de cession	33	46	7	1	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(106)	(101)	(76)	(60)	(295)
Résultat d'exploitation	682	684	540	552	1 933
Charges financières	(524)	(572)	(261)	(284)	(1 122)
Produits financiers	54	84	23	39	138
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	30	(11)	41	14	-
Résultat avant impôts	242	185	343	321	949
Impôts	(100)	(60)	(96)	(92)	(242)
Résultat net des activités poursuivies	142	125	247	229	707
Résultat net des activités abandonnées	-	21	-	12	46
Résultat net	142	146	247	241	753
<i>Dont part attribuable aux:</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	70	84	205	201	601
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	72	62	42	40	152
Résultats nets par action (euros)					
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe					
- résultat par action de base	0,24	0,29	0,71	0,70	2,09
- résultat par action dilué	0,24	0,29	0,71	0,70	2,08
Dont activités poursuivies					
- résultat par action de base	0,24	0,22	0,71	0,66	1,93
- résultat par action dilué	0,24	0,22	0,71	0,66	1,92
Nombre moyen d'actions (milliers)	287 376	287 205	287 393	287 283	287 268

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.
Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat du résultat global consolidé

(millions d'euros)	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
Résultat net	142	146	247	241	753
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat					
Gains et pertes actuariels	(151)	84	(42)	76	119
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	40	(32)	12	(25)	(74)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	(111)	52	(30)	51	45
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat					
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	(14)
Couverture des flux de trésorerie	(2)	2	1	(1)	8
Écarts de conversion	145	(688)	220	(895)	(1 698)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	1	(2)	1	(2)	(1)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	144	(688)	222	(898)	(1 705)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS					
<i>dont quote-part du résultat global des co-entreprises et entreprises associées, net d'impôt</i>	67	(77)	70	(114)	(32)
RÉSULTAT GLOBAL	175	(490)	439	(606)	(907)
<i>Dont part attribuable aux :</i>					
- Propriétaires de la société mère du Groupe	91	(517)	379	(598)	(928)
- <i>Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)</i>	84	27	60	(8)	21

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Gains et pertes actuariels

L'évolution de la position nette du Groupe sur ses engagements de retraite conduit à reconnaître 151 millions d'euros de pertes actuarielles sur les six premiers mois de 2014 en capitaux propres (soit 111 millions d'euros nets d'impôts), liées principalement aux régimes de retraite à prestations définies au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et au Canada. Les pertes actuarielles liées à ces régimes résultent principalement de l'effet de la diminution des taux d'actualisation partiellement compensé par les gains actuariels sur les actifs de régime.

Écarts de conversion

La variation des écarts de conversion entre le 1^{er} janvier 2014 et le 30 juin 2014 (taux de clôture) comprend +126 millions d'euros au titre de l'appréciation du real brésilien, de la livre sterling et naira nigérian partiellement compensés par -73 millions d'euros au titre notamment de la dépréciation du dinar algérien et de la livre égyptienne par rapport à l'euro.

Etat de la situation financière consolidée

(millions d'euros)

	Au 30 juin		Au 31 décembre	
	2014	2013*	2013*	Au 1 ^{er} janvier 2013*
ACTIF				
ACTIF NON COURANT	28 503	29 823	28 447	29 301
Goodwill	11 041	11 642	11 027	11 953
Immobilisations incorporelles	356	401	370	426
Immobilisations corporelles	11 952	12 872	12 049	13 441
Participations dans des co-entreprises et des entreprises associées	3 088	2 915	3 174	1 550
Autres actifs financiers	765	741	667	727
Instruments dérivés	40	2	12	27
Impôts différés	1 242	1 216	1 125	1 141
Autres débiteurs	19	34	23	36
ACTIF COURANT	6 560	7 148	6 786	8 695
Stocks	1 473	1 596	1 425	1 526
Clients	2 000	1 853	1 546	1 539
Autres débiteurs	750	728	680	690
Instruments dérivés	11	47	24	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 326	2 473	3 111	2 606
Actifs en cours de cession	-	451	-	2 266
TOTAL ACTIF	35 063	36 971	35 233	37 996
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capital	1 150	1 149	1 149	1 149
Primes	9 723	9 704	9 712	9 695
Actions propres	(4)	(1)	(1)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 644	6 254	6 868	6 477
Autres réserves	(997)	(872)	(885)	(925)
Ecart de conversion	(2 155)	(1 373)	(2 288)	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	14 361	14 861	14 555	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 772	1 775	1 730	1 868
CAPITAUX PROPRES	16 133	16 636	16 285	17 534
PASSIF NON COURANT	12 761	13 933	13 156	14 121
Impôts différés	773	845	785	897
Provision avantages du personnel	1 356	1 336	1 218	1 476
Provisions	523	623	504	638
Passifs financiers	10 051	11 055	10 580	11 028
Instruments dérivés	2	3	1	3
Autres créditeurs	56	71	68	79
PASSIF COURANT	6 169	6 402	5 792	6 341
Provision avantages du personnel	128	103	123	102
Provisions	95	136	104	123
Fournisseurs	2 011	1 795	1 830	1 725
Autres créditeurs	1 399	1 516	1 211	1 427
Impôts à payer	108	105	112	213
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 384	2 667	2 398	2 328
Instruments dérivés	44	40	14	52
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	40	-	371
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	35 063	36 971	35 233	37 996

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(millions d'euros)	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION					
Résultat net	142	146	247	241	753
Résultat net des activités abandonnées	-	21	-	12	46
Résultat net des activités poursuivies	142	125	247	229	707
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers:</i>					
Amortissements des immobilisations	400	428	203	214	857
Pertes de valeur des actifs	6	22	-	10	110
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	(30)	11	(41)	(14)	-
(Plus)- et moins- value de cession	(33)	(46)	(7)	(1)	(291)
(Produits) charges financiers	470	488	238	245	984
Impôts	100	60	96	92	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(11)	(24)	5	30	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(410)	(418)	(256)	(170)	(56)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	634	646	485	635	2 416
Intérêts reçus (payés)	(440)	(410)	(298)	(279)	(835)
Impôts sur les bénéfices payés	(233)	(235)	(157)	(137)	(476)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(39)	1	30	219	1 105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	-	1	-	-	1
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(39)	2	30	219	1 106
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT					
Investissements industriels	(388)	(469)	(196)	(203)	(950)
Acquisitions de titres de filiales ⁽¹⁾	(22)	(15)	1	(8)	(18)
Investissement dans les coentreprises et les entreprises associées	(7)	-	(7)	-	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(4)	-	(2)	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	387	152	39	47	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(73)	(1)	(10)	6	15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(107)	(333)	(175)	(158)	105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	-	(1)	-	-	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(107)	(334)	(175)	(158)	103
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT					
Variations de capital - propriétaires de la société mère	7	2	6	2	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(11)	(2)	(11)	(2)	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	36	10	36	-	188
(Acquisitions) cessions en numéraire d'autocontrôle	(14)	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	(52)	(130)	(41)	(58)	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	352	1 064	324	264	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(1 118)	(684)	(1 074)	(207)	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	110	92	154	(34)	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	(690)	352	(606)	(35)	(460)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(690)	352	(606)	(35)	(460)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

(millions d'euros)	6 mois		2 ^{ème} trimestre		31 décembre
	2014	2013*	2014	2013*	2013*
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	(836)	20	(751)	26	750
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	-	-	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	51	(153)	104	(144)	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	3 111	2 606	2 973	2 591	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 326	2 473	2 326	2 473	3 111
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	2	2	-	2	2
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	-	(56)	-	-	(126)
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(410)	(418)	(256)	(170)	(56)
(Augmentation) diminution des stocks	(43)	(123)	4	17	(51)
(Augmentation) diminution des clients	(440)	(360)	(458)	(380)	(133)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(42)	(69)	(15)	(48)	(38)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	171	99	213	158	229
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(56)	35	-	83	(63)

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Etat des variations des capitaux propres consolidés

	Actions en circulation	dont : Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)*	Capitaux propres*
	(en nombre d'actions)		(millions d'euros)								
Solde 1^{er} janvier 2013	287 255 502	157 283	1 149	9 695	(11)	6 477	(925)	(719)	15 666	1 868	17 534
Résultat net						84			84	62	146
Autres éléments du résultat global net d'impôts							53	(654)	(601)	(35)	(636)
Résultat global						84	53	(654)	(517)	27	(490)
Dividendes						(289)			(289)	(132)	(421)
Augmentation de capital	75 399			2					2	-	2
Paiements fondés sur des actions				7					7	-	7
Actions propres		(139 198)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de						(9)			(9)	13	4
Autres mouvements						1			1	(1)	-
Solde au 30 juin 2013	287 330 901	18 085	1 149	9 704	(1)	6 254	(872)	(1 373)	14 861	1 775	16 636
Solde 1^{er} janvier 2014	287 365 397	17 935	1 149	9 712	(1)	6 868	(885)	(2 288)	14 555	1 730	16 285
Résultat net						70			70	72	142
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(112)	133	21	12	33
Résultat global						70	(112)	133	91	84	175
Dividendes						(289)			(289)	(61)	(350)
Augmentation de capital	156 367		1	6					7	-	7
Paiements fondés sur des actions				5					5	-	5
Actions propres		52 970			(3)	(11)			(14)	-	(14)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de						7			7	16	23
Autres mouvements						(1)			(1)	3	2
Solde au 30 juin 2014	287 521 764	70 905	1 150	9 723	(4)	6 644	(997)	(2 155)	14 361	1 772	16 133

*Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes suivantes font partie intégrante des états financiers.

Notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés

Note 1. Description de l'activité

Lafarge S.A. est une société anonyme de droit français. Son nom commercial est "Lafarge". La Société a été créée en 1884 sous le nom de "J. et A. Pavin de Lafarge". Les statuts actuels de la Société fixent sa durée jusqu'au 31 décembre 2066, sous réserve d'une nouvelle prorogation. Le siège social est situé au 61, rue des Belles Feuilles, BP 40, 75782 Paris Cedex 16, France. La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 542105572 RCS Paris.

Le Groupe est organisé par pays (voir Note 4).

Les actions Lafarge se négocient sur la Bourse de Paris depuis 1923. Le titre Lafarge fait partie du CAC 40 (et ce depuis l'origine de cet indice) et du CAC All-Tradable (ex indice SBF 250).

Les termes "Lafarge S.A." et "la société mère", utilisés ci-après, font référence à la société anonyme de droit français (hors filiales consolidées). Les termes "Groupe" ou "Lafarge" font référence à l'ensemble économique composé de la société Lafarge S.A. et des entités comprises dans la consolidation.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés sont présentés en euros arrondis au million le plus proche.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 24 juillet 2014.

Note 2. Synthèse des principales règles et méthodes comptables

2.1 Comptes consolidés intermédiaires condensés

Les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe Lafarge au 30 juin 2014 ont été préparés en conformité avec IAS 34 – Information Financière Intermédiaire. S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe, pour l'exercice clos le 31 décembre 2013.

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2014 et disponibles sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Ces principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, présentés dans la Note 2 des comptes consolidés du Document de Référence 2013, à l'exception des points présentés au paragraphe 2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS ci-dessous.

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux comptes consolidés intermédiaires condensés sont les suivantes :

- La charge d'impôt de la période résulte de l'estimation d'un taux effectif Groupe annuel qui est appliqué au résultat avant impôt (hors quote-part dans les résultats des entreprises associées) de la période hors éléments exceptionnels significatifs. Les éventuels éléments exceptionnels de la période sont comptabilisés avec leur charge d'impôt réelle (par exemple : taxation spécifique appliquée aux plus-values de cession) ;
- Les charges comptabilisées sur la période au titre des rémunérations en actions et des avantages au personnel correspondent au prorata des charges estimées de l'année. Pour les pays dont les engagements en matière de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi et actifs afférents sont les plus significatifs (notamment : Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni), l'évaluation actuarielle est mise à jour à fin juin afin d'ajuster, le cas échéant, le montant de la « provision avantages au personnel » reconnu dans l'état de la situation financière consolidée intermédiaire. Pour les autres pays, les évaluations actuarielles sont réalisées annuellement et la provision est évaluée en période intermédiaire sur la base des calculs prévisionnels réalisés à la fin de l'année précédente.

Par ailleurs, le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2014 des indices de pertes de valeur relatifs aux goodwill alloués aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT dont les analyses de sensibilité des valeurs recouvrables ont été présentées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2013. Cette revue a permis de confirmer

l'absence de perte de valeur au 30 juin 2014. Un suivi sera réalisé au cours des prochains trimestres, avec une attention particulière pour les UGT ciment Irak et ciment Syrie compte tenu de l'environnement actuel.

2.2 Nouvelles normes et interprétations IFRS

Normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2014

Les nouvelles normes et interprétations publiées au 31 décembre 2013 et applicables à compter du 1^{er} janvier 2014, listées dans la Note 2.27 – Normes et interprétations publiées à la date de clôture mais non encore entrées en vigueur – de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2013 (page F23) n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés intermédiaires condensés du Groupe au 30 juin 2014 à l'exception d'IFRS 11 qui a été appliquée rétrospectivement au 1^{er} janvier 2013.

Le Groupe a mené des travaux de revue de l'ensemble des partenariats qui constituent des co-entreprises. En conséquence, ces co-entreprises précédemment consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle, sont dorénavant comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence (voir Note 35 – Liste des principales filiales, coentreprises et entreprises associées - de l'annexe aux comptes consolidés du Document de Référence 2013, page F71).

Les tableaux ci-après présentent l'incidence du changement de méthode sur le compte de résultat, l'état du résultat global, le bilan, le tableau de flux de trésorerie et la variation des capitaux propres :

Compte de résultat	30 juin 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros, sauf indication contraire)</i>						
Produits des activités ordinaires	7 248	(1 014)	6 234	15 198	(2 107)	13 091
Coût des biens vendus	(5 746)	877	(4 869)	(11 740)	1 796	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(711)	85	(626)	(1 383)	173	(1 210)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres*	791	(52)	739	2 075	(138)	1 937
Plus- (moins-) values de cession	46	-	46	295	(4)	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(129)	28	(101)	(350)	55	(295)
Résultat d'exploitation	708	(24)	684	2 020	(87)	1 933
Charges financières	(599)	27	(572)	(1 177)	55	(1 122)
Produits financiers	86	(2)	84	136	2	138
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et des entreprises associées	4	(15)	(11)	19	(19)	-
Résultat avant impôts	199	(14)	185	998	(49)	949
Impôts	(60)	-	(60)	(262)	20	(242)
Résultat net des activités poursuivies	139	(14)	125	736	(29)	707
Résultat net des activités abandonnées	21	-	21	46	-	46
Résultat net	160	(14)	146	782	(29)	753
<i>* Dont :</i>						
- EBITDA	1 302	(135)	1 167	3 102	(308)	2 794
- Dotation aux amortissements	(511)	83	(428)	(1 027)	170	(857)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	84	-	84	601	-	601
- Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	76	(14)	62	181	(29)	152
Résultats nets par action (euros)						
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe						
-résultat par action de base	0,29	-	0,29	2,09	-	2,09
-résultat par action dilué	0,29	-	0,29	2,08	-	2,08
Dont activités poursuivies						
-résultat par action de base	0,22	-	0,22	1,93	-	1,93
-résultat par action dilué	0,22	-	0,22	1,92	-	1,92

Etat du résultat global

	30 juin 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
Résultat net	160	(14)	146	782	(29)	753
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	51	1	52	45	-	45
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	(683)	(5)	(688)	(1 706)	1	(1 705)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS	(632)	(4)	(636)	(1 661)	1	(1 660)
RÉSULTAT GLOBAL	(472)	(18)	(490)	(879)	(28)	(907)
<i>Dont part attribuable aux:</i>						
- Propriétaires de la société mère du Groupe	(517)	-	(517)	(928)	-	(928)
- <i>Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)</i>	45	(18)	27	49	(28)	21

Etat de la situation financière consolidée

	Au 1 ^{er} janvier 2013			Au 30 juin 2013			Au 31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>									
ACTIF									
ACTIF NON COURANT	30 180	(879)	29 301	30 930	(1 107)	29 823	29 358	(911)	28 447
Goodwill	12 184	(231)	11 953	12 217	(575)	11 642	11 612	(585)	11 027
Immobilisations incorporelles	620	(194)	426	619	(218)	401	574	(204)	370
Immobilisations corporelles	14 992	(1 551)	13 441	15 628	(2 756)	12 872	14 752	(2 703)	12 049
Participations dans des co-entreprises et entreprises associées	470	1 080	1 550	460	2 455	2 915	643	2 531	3 174
Autres actifs financiers	698	29	727	731	10	741	656	11	667
Instruments dérivés	27	-	27	2	-	2	12	-	12
Impôts différés	1 149	(8)	1 141	1 235	(19)	1 216	1 082	43	1 125
Autres débiteurs	40	(4)	36	38	(4)	34	27	(4)	23
ACTIF COURANT	9 284	(589)	8 695	8 048	(900)	7 148	7 717	(931)	6 786
Stocks et travaux en cours	1 662	(136)	1 526	1 793	(197)	1 596	1 621	(196)	1 425
Clients	1 762	(223)	1 539	2 264	(411)	1 853	1 929	(383)	1 546
Autres débiteurs	779	(89)	690	864	(136)	728	797	(117)	680
Instruments dérivés	68	-	68	47	-	47	24	-	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 733	(127)	2 606	2 629	(156)	2 473	3 346	(235)	3 111
Actifs en cours de cession	2 280	(14)	2 266	451	-	451	-	-	-
TOTAL ACTIF	39 464	(1 468)	37 996	38 978	(2 007)	36 971	37 075	(1 842)	35 233
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES									
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 666	-	15 666	14 861	-	14 861	14 555	-	14 555
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	2 082	(214)	1 868	1 996	(221)	1 775	1 951	(221)	1 730
CAPITAUX PROPRES	17 748	(214)	17 534	16 857	(221)	16 636	16 506	(221)	16 285
PASSIF NON COURANT	14 451	(330)	14 121	14 559	(626)	13 933	13 620	(464)	13 156
Impôts différés	973	(76)	897	1 060	(215)	845	915	(130)	785
Provision avantages du personnel	1 492	(16)	1 476	1 351	(15)	1 336	1 234	(16)	1 218
Provisions	637	1	638	683	(60)	623	591	(87)	504
Passifs financiers	11 261	(233)	11 028	11 389	(334)	11 055	10 805	(225)	10 580
Instruments dérivés	8	(5)	3	3	-	3	1	-	1
Autres créditeurs	80	(1)	79	73	(2)	71	74	(6)	68
PASSIF COURANT	7 265	(924)	6 341	7 562	(1 160)	6 402	6 949	(1 157)	5 792
Provision avantages du personnel	102	-	102	104	(1)	103	123	-	123
Provisions	127	(4)	123	166	(30)	136	124	(20)	104
Fournisseurs	1 985	(260)	1 725	2 198	(403)	1 795	2 224	(394)	1 830
Autres créditeurs	1 567	(140)	1 427	1 751	(235)	1 516	1 447	(236)	1 211
Impôts à payer	220	(7)	213	136	(31)	105	125	(13)	112
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 823	(495)	2 328	3 124	(457)	2 667	2 891	(493)	2 398
Instruments dérivés	53	(1)	52	43	(3)	40	15	(1)	14
Passifs liés aux actifs en cours de cession	388	(17)	371	40	-	40	-	-	-
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES	39 464	(1 468)	37 996	38 978	(2 007)	36 971	37 075	(1 842)	35 233

Tableau des flux de trésorerie consolidés	30 juin 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'EXPLOITATION						
Résultat net	160	(14)	146	782	(29)	753
Résultat net des activités abandonnées	21	-	21	46	-	46
Résultat net des activités poursuivies	139	(14)	125	736	(29)	707
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des produits ou charges financiers ou des impôts :</i>						
Amortissements des immobilisations	511	(83)	428	1 027	(170)	857
Pertes de valeur des actifs	28	(6)	22	125	(15)	110
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	(4)	15	11	(19)	19	-
(Plus)- et moins- valeur de cession	(46)	-	(46)	(295)	4	(291)
(Produits) charges financiers	513	(25)	488	1 041	(57)	984
Impôts	60	-	60	262	(20)	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(58)	34	(24)	(168)	31	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(446)	28	(418)	(36)	(20)	(56)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations avant impôts et frais financiers	697	(51)	646	2 673	(257)	2 416
Intérêts reçus/payés	(439)	29	(410)	(893)	58	(835)
Impôts sur les bénéfices payés	(265)	30	(235)	(525)	49	(476)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies	(7)	8	1	1 255	(150)	1 105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités abandonnées	1	-	1	1	-	1
Flux net de trésorerie liés aux opérations d'exploitation	(6)	8	2	1 256	(150)	1 106
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES A UX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
Investissements industriels	(510)	41	(469)	(1 051)	101	(950)
Acquisitions de titres de filiales ⁽¹⁾	(14)	(1)	(15)	(15)	(3)	(18)
Investissement dans les coentreprises et les entreprises associées	-	-	-	-	(10)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	(1)	-	(1)
Cessions d'actifs ⁽²⁾	171	(19)	152	1 105	(36)	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs non courants	(6)	5	(1)	1	14	15
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies	(359)	26	(333)	39	66	105
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées	(1)	-	(1)	(2)	-	(2)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(360)	26	(334)	37	66	103
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT						
Variations de capital - propriétaires de la société mère	2	-	2	3	-	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-	-	-	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(2)	-	(2)	(2)	-	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	10	-	10	188	-	188
Dividendes versés	-	-	-	(289)	-	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(148)	18	(130)	(218)	21	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	1 172	(108)	1 064	1 410	(122)	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(737)	53	(684)	(1 561)	102	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	87	5	92	9	(1)	8
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités poursuivies	384	(32)	352	(460)	-	(460)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	384	(32)	352	(460)	-	(460)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

	30 juin 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités poursuivies	18	2	20	834	(84)	750
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	-	-	(1)	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	(122)	(31)	(153)	(220)	(24)	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice/période	2 733	(127)	2 606	2 733	(127)	2 606
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice/période	2 629	(156)	2 473	3 346	(235)	3 111
⁽¹⁾ Dont trésorerie des entreprises acquises	2	-	2	5	(3)	2
⁽²⁾ Dont trésorerie des entreprises cédées	(41)	(15)	(56)	(100)	(26)	(126)
Analyse de la variation du besoin en fonds de roulement	(446)	28	(418)	(36)	(20)	(56)
(Augmentation) diminution des stocks et travaux en cours	(116)	(7)	(123)	(46)	(5)	(51)
(Augmentation) diminution des clients	(420)	60	(360)	(172)	39	(133)
(Augmentation) diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(35)	(34)	(69)	(10)	(28)	(38)
Augmentation (diminution) des fournisseurs	109	(10)	99	233	(4)	229
Augmentation (diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	16	19	35	(41)	(22)	(63)

L'application d'IFRS 11 n'a pas eu d'impact sur les capitaux propres part du Groupe mais a eu les impacts suivants sur les capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) :

Variation des capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)

	30 juin 2013			31 décembre 2013		
	Publié	Impact IFRS 11	Retraité	Publié	Impact IFRS 11	Retraité
<i>(millions d'euros)</i>						
Solde 1^{er} janvier 2013 attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 082	(214)	1 868	2 082	(214)	1 868
Résultat net	76	(14)	62	181	(29)	152
Autres éléments du résultat global net d'impôts	(31)	(4)	(35)	(132)	1	(131)
<i>Résultat global de la période</i>	45	(18)	27	49	(28)	21
Dividendes	(148)	16	(132)	(216)	19	(197)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales	18	(5)	13	102	(5)	97
Autres mouvements	(1)	-	(1)	(66)	7	(59)
Solde clôture attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	1 996	(221)	1 775	1 951	(221)	1 730

Application de normes par anticipation

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

2.3 Saisonnalité

La demande dans les activités du ciment, des granulats et du béton est saisonnière, les conditions météorologiques affectant directement le niveau d'activité du secteur de la construction. Ainsi, la consommation des produits du Groupe diminue pendant les périodes hivernales des pays tempérés ou de fortes précipitations dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre généralement une baisse du chiffre d'affaires aux premier et quatrième trimestres sur les marchés d'Europe et d'Amérique du Nord du fait de la saison hivernale, tandis que la saison estivale contribue à une augmentation de l'activité lors des deuxième et troisième trimestres.

Note 3. Principaux événements de la période

3.1 Cession de la participation minoritaire dans les activités Plâtre Europe et Amérique du Sud

Le 12 février 2014, le Groupe a finalisé la cession à Etex de la participation minoritaire de 20% dans les activités plâtre Europe et Amérique du Sud. L'incidence nette de cette cession est de 145 millions d'euros, après déduction de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie consolidés sur la ligne « Cessions d'actifs », et de -5 millions d'euros au titre de la moins-value de cession avant impôts dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

3.2 Cession d'actifs granulats situés dans l'Etat du Maryland (Etats-Unis)

Le 12 février 2014, le Groupe a finalisé la cession de cinq carrières de granulats et actifs associés, situés dans l'Etat du Maryland (Etats-Unis), à Bluegrass Materials. L'incidence nette de cette cession est de 207 millions d'euros, après déduction des coûts de transaction et de la trésorerie cédée, dans le tableau de flux de trésorerie sur la ligne « Cessions d'actifs » et de 33 millions d'euros au titre de la plus-value de cession avant impôts dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Plus- ou (moins-) value de cession ».

Note 4. Information sectorielle

Le Groupe est organisé par pays. Les pays ou groupes de pays sont les secteurs opérationnels du Groupe. Six régions sont présentées, correspondant à des regroupements de pays ou groupes de pays (sauf l'Amérique du Nord qui est un secteur opérationnel) :

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Europe Centrale et de l'Est
- Moyen-Orient et Afrique
- Amérique Latine
- Asie

L'information sectorielle ci-après pour chaque secteur présenté est conforme à celle présentée au Président-directeur général aux fins de prises de décision concernant l'affectation de ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Chaque secteur opérationnel tire ses revenus des produits suivants :

- Une large gamme de ciments et liants hydrauliques adaptés aux besoins du secteur de la construction ;
- Les granulats et béton ;
- Les autres produits : principalement le plâtre.

La direction du Groupe suit la performance de l'activité sur la base :

- du chiffre d'affaires par origine ;
- du résultat brut d'exploitation (EBITDA), défini comme le résultat d'exploitation avant plus values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres, avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels ;
- du résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres ; et
- des capitaux investis, définis comme la somme des goodwill, des immobilisations incorporelles et corporelles, des participations dans des coentreprises et des entreprises associées et du besoin en fonds de roulement.

La performance en matière de financement et de trésorerie (incluant l'incidence des charges et produits financiers), et la fiscalité sur le résultat, sont suivies au niveau du Groupe, et ne sont pas allouées aux secteurs.

Les principes comptables utilisés pour les indicateurs de l'information sectorielle sont conformes à ceux appliqués aux comptes consolidés (tels que décrits en Note 2).

Les ventes et transferts entre les secteurs opérationnels sont réalisés au prix du marché.

a) Information par secteur

30 juin 2014 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 135	1 132	494	1 894	350	1 136	
Moins : inter-secteur	(56)	-	(5)	(40)	-	(40)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 079	1 132	489	1 854	350	1 096	6 000
EBITDA	146	115^(b)	71	529	73	221	1 155
Dotation aux amortissements des immobilisations	(86)	(65)	(43)	(129)	(16)	(61)	(400)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	60	50	28	400	57	160	755
Plus- (moins-) values de cession	11	29	(2)	-	(5)	-	33
Autres produits (charges) d'exploitation	(48)	(13)	(9)	(23)	(7)	(6)	(106)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(1)</i>		<i>(3)</i>			<i>(2)</i>	<i>(6)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	23	66	17	377	45	154	682
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	58	80	87	58	44	61	388
Capitaux investis	5 276	4 655	2 686	10 195	1 284	3 009	27 105
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 700	5 174	2 911	11 305	1 500	3 854	31 444
<i>Dont participations dans des coentreprises et des entreprises associées</i>	<i>1 613^(a)</i>	<i>26</i>	<i>41</i>	<i>830</i>	<i>203</i>	<i>374</i>	<i>3 088</i>
Actifs non alloués ^(c)							3 619
TOTAL ACTIF							35 063
Passifs sectoriels	2 200	1 312	270	1 078	218	598	5 676
Passifs et capitaux propres non alloués ^(d)							29 387
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							35 063

^(a) Dont goodwill résultant de la création de la coentreprise Lafarge Tarmac au Royaume-Uni le 7 janvier 2013 d'un montant de 545 millions d'euros

^(b) Incluant un gain de 11 millions d'euros suite à un changement de plan de retraite aux Etats-Unis

^(c) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(d) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

30 juin 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique Latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	1 161	1 229	491	1 861	456	1 188	
Moins : inter-secteur	(60)	-	(3)	(61)	-	(28)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	1 101	1 229	488	1 800	456	1 160	6 234
EBITDA	119	126^(a)	45	487	122	268	1 167
Dotation aux amortissements des immobilisations	(89)	(78)	(44)	(136)	(21)	(60)	(428)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	30	48	1	351	101	208	739
Plus- (moins-) values de cession	42	-	-	-	-	4	46
Autres produits (charges) d'exploitation	(61)	(12)	(5)	(16)	(4)	(3)	(101)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(13)</i>	<i>(5)</i>	<i>(4)</i>	-	-	-	<i>(22)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	11	36	(4)	335	97	209	684
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	62	36	181	49	23	118	469
Capitaux investis	5 341	5 100	2 783	10 881	1 260	3 189	28 554
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 730	5 633	3 030	11 855	1 488	4 046	32 782
<i>Dont participations dans des co-entreprises et entreprises associées</i>	<i>1 576</i>	<i>27</i>	<i>43</i>	<i>800</i>	<i>41</i>	<i>428</i>	<i>2 915</i>
Actifs en cours de cession	-	451	-	-	-	-	451
Actifs non alloués ^(b)							3 738
TOTAL ACTIF							36 971
Passifs sectoriels	2 208	1 432	280	930	229	606	5 685
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	40	-	-	-	-	40
Passifs et capitaux propres non alloués ^(c)							31 246
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							36 971

^(a) Incluant un gain de 20 millions d'euros suite à un changement de plan de retraite aux États-Unis

^(b) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(c) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

31 décembre 2013 (millions d'euros)	Europe Occidentale	Amérique du Nord	Europe Centrale et de l'Est	Moyen Orient et Afrique	Amérique latine	Asie	Total
COMPTE DE RÉSULTAT							
Produits des activités ordinaires	2 325	3 065	1 154	3 750	869	2 252	
Moins : inter-secteur	(117)	-	(10)	(118)	-	(79)	
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES EXTERNES	2 208	3 065	1 144	3 632	869	2 173	13 091
EBITDA	264	552	201	1 032	240	505	2 794
Dotation aux amortissements des immobilisations	(183)	(153)	(89)	(270)	(39)	(123)	(857)
Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres	81	399	112	762	201	382	1 937
Plus- (moins-) values de cession	45	(1)	(21)	(5)	269	4	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(186)	(23)	(49)	(35)	8	(10)	(295)
<i>Dont dépréciation de goodwill et autres actifs</i>	<i>(66)</i>	<i>(5)</i>	<i>(36)</i>	-	-	<i>(3)</i>	<i>(110)</i>
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(60)	375	42	722	478	376	1 933
AUTRES INFORMATIONS							
Investissements industriels	149	117	286	134	60	204	950
Capitaux investis	5 507	4 543	2 660	10 243	1 180	2 940	27 073
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE							
Actifs sectoriels	6 679	5 040	2 863	11 278	1 361	3 740	30 961
<i>Dont participations dans des co-entreprises et des entreprises associées</i>	<i>1 698</i>	<i>26</i>	<i>42</i>	<i>815</i>	<i>198</i>	<i>395</i>	<i>3 174</i>
Actifs non alloués ^(a)							4 272
TOTAL ACTIF							35 233
Passifs sectoriels	1 925	1 257	250	998	180	560	5 170
Passifs et capitaux propres non alloués ^(b)							30 063
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES							35 233

^(a) Impôts différés actifs, instruments dérivés et trésorerie et équivalents de trésorerie

^(b) Impôts différés passifs, passifs financiers, instruments dérivés et capitaux propres

b) Information par ligne de produit

(en millions d'euros)	Produits des activités ordinaires externes			Produits des activités ordinaires		
	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013	30 juin 2014	30 juin 2013	31 décembre 2013
Ciment	4 100	4 227	8 645	4 399	4 517	9 256
Granulats & Béton	1 878	1 981	4 397	1 887	1 987	4 412
Autres produits	22	26	49	22	26	49
Eliminations				(308)	(296)	(626)
Total	6 000	6 234	13 091	6 000	6 234	13 091

c) Information par pays

(millions d'euros)	30 juin 2014		30 juin 2013		31 décembre 2013	
	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *	Produits des activités ordinaires externes	Actifs non-courants sectoriels *
Europe occidentale	1 079	5 548	1 101	5 584	2 208	5 617
dont :						
France	856	2 192	895	2 315	1 764	2 318
Amérique du Nord	1 132	4 073	1 229	4 485	3 065	4 190
dont :						
Etats-Unis **	417	1 051	453	1 257	1 077	1 149
Canada **	715	815	776	830	1 988	795
Europe centrale et de l'est	489	2 551	488	2 627	1 144	2 547
Moyen Orient et Afrique	1 854	10 036	1 800	10 723	3 632	10 170
dont :						
Egypte	228	2 070	184	2 247	368	2 137
Algérie	339	2 954	304	3 072	615	3 006
Nigéria	324	1 287	310	1 329	598	1 272
Amérique latine	350	1 258	456	1 244	869	1 188
dont :						
Brésil	285	865	309	847	608	772
Asie	1 096	2 971	1 160	3 167	2 173	2 908
Total	6 000	26 437	6 234	27 830	13 091	26 620

* Les actifs non-courants sectoriels regroupent le goodwill, les immobilisations corporelles et incorporelles et les participations dans des co-entreprises et entreprises associées

** Actifs non courants sectoriels hors goodwill

Note 5. Résultats par action

Le calcul des résultats de base et dilué par action pour les périodes closes les 30 juin 2014 et 2013, et pour le 31 décembre 2013 est présenté ci-dessous :

	6 mois		31 décembre
	2014	2013	2013
Numérateur (millions d'euros)			
Résultat net, part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	70	84	601
<i>Dont résultat net des activités poursuivies</i>	70	63	555
Dénominateur (en milliers d'actions)			
Nombre moyen d'actions	287 376	287 205	287 268
Nombre total d'actions potentielles dilutives	2 219	2 062	1 964
Nombre moyen d'actions - dilué	289 595	289 267	289 232
Résultat par action (euros)	0,24	0,29	2,09
Résultat dilué par action (euros)	0,24	0,29	2,08
Résultat par action des activités poursuivies (euros)	0,24	0,22	1,93
Résultat dilué par action des activités poursuivies (euros)	0,24	0,22	1,92

Note 6. Passifs financiers

Les passifs financiers se décomposent comme suit :

	30 juin		31 décembre
	2014	2013	2013
<i>(millions d'euros)</i>			
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	10 028	11 017	10 557
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à plus d'un an	23	38	23
Passifs financiers, part à plus d'un an	10 051	11 055	10 580
Passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	2 384	2 656	2 387
Options de vente octroyées aux minoritaires, part à moins d'un an	-	11	11
Passifs financiers, part à moins d'un an	2 384	2 667	2 398
Total passifs financiers hors options de vente octroyées aux minoritaires	12 412	13 673	12 944
Total options de vente octroyées aux minoritaires	23	49	34
Total passifs financiers	12 435	13 722	12 978

Les passifs financiers à moins d'un an que le Groupe a la capacité de refinancer en utilisant le financement disponible fourni par les lignes de crédit confirmées à moyen et long terme sont classés dans l'état de la situation financière consolidée en passif non courant dans la rubrique "Passifs financiers" (76 millions d'euros au 30 juin 2014, 7 millions d'euros au 31 décembre 2013 et 892 millions d'euros au 30 juin 2013). La variation nette de ces passifs est une augmentation de 69 millions d'euros au 30 juin 2014 (une augmentation de 7 millions d'euros au 31 décembre 2013 et une augmentation de 892 millions d'euros au 30 juin 2013) et est présentée dans le tableau des flux de trésorerie en "Augmentation des passifs financiers à plus d'un an".

Le tableau suivant détaille les échéances contractuelles de nos différents contrats d'emprunt (hors options de vente octroyées aux minoritaires), incluant les flux contractuels non actualisés y compris les intérêts futurs, sur la base de l'échéance la plus proche à laquelle le Groupe peut être appelé. En application d'IAS 1, lorsque le Groupe n'a pas le droit inconditionnel de différer l'échéance au-delà de 12 mois le passif financier est classé par principe en passifs courants sans tenir compte des renégociations hautement probables examinées ou en cours de mise en œuvre par la direction afin de prolonger la maturité de l'instrument financier.

	2014 S2	2015 S1	Flux contractuels à moins d'un an (incl. Intérêts futurs)	Etat de situation financière Total Passifs courants	de 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Flux contractuels à plus d'un an (incl. Intérêts futurs)	Etat de situation financière, Total Passifs non courants	Total flux contractuels (incl. Intérêts futurs)	Total Etat de situation financière 30 Juin 2014
Dettes court-terme et découverts bancaires	575	146	721	713					721	713
Emprunts obligataires publics et privés	1 050	1 056	2 106	1 422	7 299	4 476	11 775	8 844	13 881	10 266
Autres passifs financiers à long terme (y compris la part à moins d'un an)	190	183	373	249	965	233	1 198	1 184	1 571	1 433
Total	1 815	1 385	3 200	2 384	8 264	4 709	12 973	10 028	16 173	12 412

Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt moyen instantané de l'endettement brut après swaps s'établit au 30 juin 2014 à 6,4% (6,6 % au 31 décembre 2013 et 6,3% au 30 juin 2013).

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut après swaps s'établit à 6,5% pour les 6 premiers mois 2014, 6,2% pour les 6 premiers mois 2013 et 6,2% pour l'année 2013.

Programme de cession de créances (titrisation)

Le Groupe dispose de plusieurs programmes de cession de créances commerciales sous forme de titrisation, tels que décrits dans la Note 17 des comptes consolidés du Document de référence 2013.

Dans le cadre de ces programmes, certaines filiales françaises et nord-américaines ont convenu de vendre certaines de leurs créances clients. Ces créances clients cédées sont conservées dans l'état de situation financière et s'élèvent au 30 juin 2014 à 385 millions d'euros (394 millions d'euros au 30 juin 2013 et 358 millions d'euros au 31 décembre 2013).

La part à moins d'un an des passifs financiers, financement reçu dans le cadre de ces programmes, s'élève à 308 millions d'euros au 30 juin 2014 (328 millions d'euros au 30 juin 2013 et 282 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Les programmes européens font l'objet de dépôts et parts subordonnés s'élevant à 77 millions d'euros au 30 juin 2014 (66 millions d'euros au 30 juin 2013 et 76 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Note 7. Capitaux propres

(a) Dividendes

Le tableau ci-dessous présente le montant du dividende par action voté en 2014 au titre de l'exercice 2013 (payé en juillet 2014), ainsi que celui voté en 2013 au titre de l'exercice 2012 (payé en juillet 2013).

(en euros, sauf indication contraire)	2013	2012
Dividende total (en millions d'euros)	289	289
Dividende par action	1,00	1,00
Dividende majoré par action ⁽¹⁾	1,10	1,10

⁽¹⁾ Voir la Section 6.2.5 (c) (Statuts - Droits, privilèges et restrictions attachés aux actions) du Document de Référence 2013 pour plus d'informations sur le dividende majoré.

(b) Autres éléments du résultat global, nets d'impôts – part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe

L'analyse du mouvement de la période des autres éléments du résultat global, nets d'impôts, pour la part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe, est la suivante :

	Au 1 ^{er} janvier 2014	Variation de la période	Transfert au compte de résultat	Au 30 juin 2014
Actifs financiers disponibles à la vente	7	-	-	7
<i>Valeur brute</i>	17	-	-	17
<i>Impôt différé</i>	(10)	-	-	(10)
Couverture des flux de trésorerie	(20)	(2)	1	(21)
<i>Valeur brute</i>	(29)	(3)	1	(31)
<i>Impôt différé</i>	9	1	-	10
Gains et pertes actuariels	(872)	(111)	-	(983)
<i>Valeur brute</i>	(1 189)	(151)	-	(1 340)
<i>Impôt différé</i>	317	40	-	357
Total Autres réserves	(885)	(113)	1	(997)
Total Ecart de conversion	(2 288)	128	5	(2 155)
Total Autres éléments du résultat global, nets d'impôts	(3 173)	15	6	(3 152)

Note 8. Procédures judiciaires et d'arbitrage

Lafarge est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires et arbitrales dans le cadre de l'exercice normal de son activité. Lafarge fait également l'objet de certaines demandes et actions en justice qui dépassent le cadre du cours ordinaire de son activité et dont les plus significatives sont résumées ci-après.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation par Lafarge du niveau de risque au cas par cas et dépend notamment de l'appréciation par Lafarge du bien-fondé des demandes, du stade d'avancement des procédures et des arguments de défense de Lafarge, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation du risque.

Concurrence

Allemagne – Ciment : Le 14 avril 2003, l'autorité allemande de la concurrence (le « Bundeskartellamt ») annonçait imposer des amendes aux principales sociétés cimentières allemandes, dont notre filiale Lafarge Zement, au titre de pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Suite aux différentes procédures et décisions intervenues depuis lors, dont le jugement final de la Cour Suprême Fédérale en date du 9 avril 2013, le montant net supporté par notre filiale au titre de ce litige s'est élevé à 18,4 millions d'euros.

Dans l'action civile de groupe introduite depuis 2006 en parallèle des procédures ci-dessus désormais closes, des tiers réclament la réparation de dommages résultant de telles pratiques anticoncurrentielles en Allemagne. Le 17 décembre 2013, suite à la procédure, la Cour de première instance ("Landgericht" de Düsseldorf) a rejeté les réclamations et également confirmé sa position selon laquelle ces actions seraient prescrites. Les demandeurs ont interjeté appel de cette décision devant la Cour d'appel ("Oberlandesgericht"). L'audience devrait intervenir au cours du quatrième trimestre 2014.

Inde – Ciment : En Inde, une enquête avait été initiée en 2011 à l'encontre des principaux acteurs du marché indien du ciment. Suite à cette enquête, par décision en date du 21 juin 2012, la Commission de la concurrence de l'Inde a condamné les cimentiers pour non-respect des dispositions du « Competition Act, 2002 » relatif aux accords anticoncurrentiels. La Commission a condamné 11 cimentiers, dont notre filiale Lafarge India PVT Ltd. La Commission a également condamné l'association professionnelle indienne des cimentiers. La sanction infligée à Lafarge India PVT Ltd

est de 4,8 milliards de roupies (58 millions d'euros⁶), sur un montant total de 60 milliards de roupies (729 millions d'euros⁶). Lafarge India PVT Ltd conteste vigoureusement le fondement de cette condamnation et a introduit le 31 août 2012 un recours en appel devant le Competition Appeal Tribunal (le « CAT »), ainsi qu'une requête visant à surseoir au paiement de l'amende jusqu'à décision finale du CAT. Par décision en date du 17 mai 2013, après différentes étapes procédurales, le CAT a décidé d'accorder ce sursis provisoire, sous condition du versement d'un dépôt de garantie de 10% du montant de l'amende infligée par la Commission. Lafarge India PVT a déposé la somme correspondante (soit 6,7 millions d'euros) le 24 juin 2013, tout en demandant au Tribunal de rectifier et réduire ce montant suite à une erreur de calcul. Cette requête visant à rectifier le montant du dépôt de garantie sera examinée en même temps que l'appel principal. Les audiences sur le fond de l'affaire sont en cours et la décision finale du CAT pourrait intervenir courant 2014. Aucune provision n'a été constituée.

Etats-Unis – Canada – Plâtre : À compter de décembre 2012, une série d'actions pour pratiques anticoncurrentielles a été initiée contre l'ensemble des acteurs de l'industrie des plaques de plâtre, y compris Lafarge North America Inc., auprès de cours fédérales situées dans plusieurs villes américaines, dont Philadelphie, Chicago et Charlotte. Ces actions ont depuis été regroupées devant le « Eastern District of Pennsylvania » et les demandeurs ont déposé une plainte groupée. En substance, les demandeurs allèguent de pratiques anticoncurrentielles visant à des augmentations de prix dans les années 2012 et 2013. Les demandeurs n'apportent aucune preuve directe d'accords entre les défendeurs, et s'appuient en grande partie sur des éléments circonstanciels présumés. Lafarge North America Inc. estime ces poursuites sans fondement et entend opposer une défense vigoureuse à ces actions. Aucune provision n'a été constituée.

Par la suite, en septembre 2013, deux nouvelles actions de groupe ont été introduites, respectivement au Québec et dans l'Ontario (cette dernière pour le compte de potentiels plaignants au Canada) contre les membres de l'industrie des plaques de plâtre, dont nos filiales Lafarge Canada Inc. et Lafarge North America Inc. Les demandeurs prétendent que les acteurs du secteur se sont concertés pour augmenter les prix entre septembre 2011 et la date de leur requête. Sur la base des éléments disponibles à ce stade sur ces actions récemment ouvertes, nos filiales estiment ces poursuites sans fondement et entendent opposer une défense vigoureuse. Aucune provision n'a été constituée.

Sur le sujet concurrence, il est par ailleurs mentionné deux enquêtes par des autorités de concurrence qui ne constituent pas des procédures judiciaires et pour lesquelles aucune provision n'est constituée :

Europe – Ciment : En novembre 2008, la Commission européenne a procédé à des inspections sur les sites des principaux cimentiers implantés en Europe, dont Lafarge, sur le fondement de suspicions de pratiques anticoncurrentielles. Par lettre en date du 6 décembre 2010, la Commission a notifié aux parties l'ouverture d'une enquête officielle (sans qu'il s'agisse toutefois d'une notification de griefs), en rappelant qu'à ce stade, elle n'avait pas de preuves concluantes de pratiques anticoncurrentielles. Les infractions présumées qui font l'objet de l'enquête concernent d'éventuelles restrictions de flux commerciaux dans ou à l'entrée de l'Espace Economique Européen, des répartitions de marchés, des coordinations de prix sur les marchés du ciment et les marchés connexes (bétons, granulats). Les pays cités, pour Lafarge, sont au nombre de sept : la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne, la République Tchèque, la Grèce et l'Autriche. Lafarge a répondu aux différentes demandes d'informations de la Commission. Au cours du troisième trimestre 2012, des représentants de la commission européens ont procédé à des investigations chez les associations professionnelles cimentières française, allemande et européenne. Les prochaines étapes de cette enquête ne sont pas connues et aucune conclusion ne peut être tirée à ce stade.

Grande-Bretagne – Ciment : Le 18 janvier 2012, l'« Office of Fair Trading » (« OFT ») a annoncé avoir demandé à la Commission de la Concurrence UK (la « Commission ») de mener une enquête sectorielle approfondie sur le marché des granulats, du ciment et du béton (« Industrie ») en Grande-Bretagne. La Commission a mené cette enquête de marché sur l'approvisionnement des produits visés. Le 21 mai 2013 la Commission a publié un rapport de recherches provisoire (le « Rapport Préliminaire ») alléguant de l'existence d'une combinaison de caractéristiques structurelles et de conduite (« combination of structural and conduct features ») pouvant entraîner des effets sur la concurrence dans le marché du ciment en Grande-Bretagne. Le 25 juin 2013, Lafarge Tarmac (« LT ») a répondu à ce Rapport Préliminaire contestant vigoureusement les conclusions provisoires et les mesures correctives (« remedies ») envisagées. Le 8 octobre 2013, la Commission a publié sa décision provisoire sur les mesures correctives qui prévoit la cession par LT d'une cimenterie, de centrales à béton (si demandé par un acquéreur potentiel) et de deux broyeurs de laitier (les « Mesures de Désinvestissement »), et impose des mesures correctives comportementales relatives notamment à la publication de données sur le marché du ciment et aux lettres de notification de prix. En novembre 2013, LT a répondu à cette décision provisoire sur les mesures correctives. Le 14 janvier 2014, le rapport final de la Commission (le « Rapport final ») a été publié, confirmant les Mesures de Désinvestissement (sinon que LT n'a plus à désinvestir les deux broyeurs de laitier) et les mesures correctives comportementales. En mars 2014, LT a contesté les conclusions de la Commission et formé un recours devant le « Competition Appeal Tribunal » (« CAT »). La décision de la CAT pourrait intervenir au cours du quatrième trimestre 2014.

⁶ Conversion par convention au taux de change de clôture.

Autres procédures

États-Unis – Ouragan Katrina : Fin 2005, des actions individuelles et de groupe (class actions) ont été introduites auprès du Tribunal fédéral de l'État de Louisiane (United States District Court for the Eastern District of Louisiana). Dans leurs allégations, les demandeurs considèrent que notre filiale américaine Lafarge North America Inc. (LNA) et/ou d'autres défendeurs, dont le Gouvernement fédéral, sont responsables de décès et de dommages corporels et matériels, y compris environnementaux, subis par des personnes situées en Louisiane, à la Nouvelle Orléans et dans ses environs. Certaines de ces plaintes prétendent que ces dommages résultent d'une barge utilisée contractuellement par LNA qui aurait provoqué la rupture de la digue du "Inner Arbor Navigational Canal" à la Nouvelle Orléans durant ou à la suite de l'ouragan Katrina. Le 21 mai 2009, le Tribunal a rejeté la demande de qualification d'action de groupe (class action). Le procès concernant un premier groupe de demandeurs a débuté fin juin 2010. Dans une décision en date du 20 janvier 2011, les juges ont tranché en faveur de LNA. Après avoir interjeté appel de cette décision, ces demandeurs ont par la suite décidé de le retirer. Notre filiale a alors déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire ("Motion for Summary Judgment") à l'encontre de l'ensemble des autres demandeurs par la "Federal Court". L'audience s'est tenue en octobre 2011, et une décision a été rendue par la "Federal Court" le 20 mars 2012 accordant ce jugement sommaire en faveur de LNA et contre l'ensemble des autres instances introduites devant la "Federal Court". Les plaignants avaient fait appel de cette décision mais l'ont volontairement retiré par la suite. Le 16 septembre 2011, une nouvelle action a été initiée par le "Parish of Saint Bernard" devant la "State Court" de Louisiane. Notre filiale a demandé le renvoi de cette action devant le même juge de la "Federal Court" saisi des principales actions ; requête à laquelle il a été consenti. LNA a ensuite déposé une requête visant à obtenir un jugement sommaire contre "Parish of Saint Bernard", requête à laquelle il a aussi été consenti. Les plaignants ont fait appel de cette décision le 3 janvier 2013, et par décision en date du 19 décembre 2013, un panel de trois juges de la Cour d'appel a infirmé cette décision et renvoyé l'affaire devant le tribunal de première instance pour un procès devant jury. Notre filiale Lafarge North America Inc. oppose une défense vigoureuse à cette action en cours. Lafarge North America Inc. estime que ces allégations à son encontre sont sans fondement. Aucune provision n'a été constituée.

Grèce – Heracles : En 1999, la Commission Européenne (CE) a jugé qu'une partie d'une aide d'Etat accordée en 1986 à Héraclès, notre filiale depuis 2001 cotée en Grèce, était illégale et a ordonné à l'Etat grec d'obtenir le remboursement auprès d'Héraclès d'un montant de 7,3 millions d'euros, plus les intérêts. Dans un courrier ultérieur, en 1999, la CE a indiqué un montant calculé sur la base d'un intérêt capitalisé de 18 %. En 2000, Héraclès a restitué le montant global (soit 74 millions d'euros, intégrant les intérêts capitalisés) et déposé un recours devant le tribunal administratif de première instance d'Athènes (« TA »). En 2001, le TA a jugé que, en l'absence de mention d'intérêts capitalisés dans la décision CE, les autorités grecques ne pouvaient pas réclamer un montant intégrant des intérêts capitalisés, et a limité le montant à recouvrer à 25,6 millions d'euros (correspondant à un montant calculé avec des intérêts simples). En 2005, les autorités grecques ont remboursé à Héraclès 44 millions d'euros. Les parties ont fait appel. Plusieurs années plus tard, après que le jugement du TA ait été confirmé en appel, la Cour Administrative Suprême, en 2012, a renvoyé l'affaire pour nouveau jugement sur le fond concernant le montant de 44 millions d'euros reversé à Héraclès. Suite à une audience du 13 février 2014, Héraclès a eu récemment connaissance que la formation d'appel avait rendu sa décision. Ce jugement annule la décision du TA de 2001, sur le fondement duquel les autorités grecques avaient dû rembourser 44 millions d'euros à Héraclès. Ce nouveau jugement n'a pas encore été officiellement signifié à Héraclès. Héraclès conteste ce jugement, s'en défendra vigoureusement devant la Cour Administrative Suprême et examinera les autres mesures visant à contester l'exécution possible de ce jugement. Aucune provision n'est comptabilisée dans les comptes du Groupe.

À l'occasion des cessions intervenues au cours des dernières années, Lafarge et ses filiales ont accordé des garanties usuelles, notamment en matière comptable, fiscale, sociale, de qualité produits, de litiges, de concurrence, et d'environnement. Lafarge et ses filiales ont reçu ou pourraient recevoir à l'avenir des demandes de mise en jeu de ces garanties. Au regard de l'analyse actuelle, il a été globalement conclu qu'il n'y avait pas lieu de comptabiliser à ce jour de provisions importantes à ce titre.

Enfin, certaines filiales du Groupe font l'objet de litiges et de réclamations dans le cours normal de leurs affaires. Le règlement de ces litiges ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la situation financière, les résultats ou les flux de trésorerie de la Société et/ou du Groupe. À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autres procédures gouvernementales, judiciaires ou d'arbitrage qui pourraient avoir, ou a eu récemment, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Note 9. Engagements hors bilan

(millions d'euros)

	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	30 juin 2014	31 décembre 2013*
ENGAGEMENTS DONNES					
Engagements liés aux activités opérationnelles					
Engagements d'investissements industriels et autres engagements d'achat	413	819	597	1 829	1 562
Locations d'exploitation	196	343	115	654	711
Autres engagements	227	28	88	343	364
Engagements liés au financement					
Nantissement de titres	3	-	-	3	6
Nantissement d'actifs	149	177	47	373	386
Cautions et autres garanties	354	237	8	599	587
Paiements d'intérêts prévus ⁽¹⁾	735	1 796	1 272	3 803	4 289
Paiements nets prévus dans le cadre des sw aps de taux d'intérêts ⁽²⁾	(6)	(29)	-	(35)	(38)
Engagements liés au périmètre					
Garanties de passif	126	443	-	569	555
ENGAGEMENTS RECUS					
Lignes de crédit confirmées et lignes d'acquisition non utilisées	-	3 000	-	3 000	3 435
Autres lignes de financement disponibles	-	-	450	450	450
Prêts pouvant être utilisés en Mai 2014	-	-	-	-	250

* Les chiffres ont été ajustés suite à la première application d'IFRS 11.

(1) Les paiements d'intérêts prévus sont déterminés sur la base des taux en vigueur au 30 juin et sont calculés hors intérêts sur billets de trésorerie dont les taux sont précomptés. Les paiements d'intérêts prévus incluent les paiements d'intérêts sur les instruments dérivés de change.

(2) Les paiements d'intérêts prévus pour la jambe variable des sw aps sont calculés sur la base des taux en vigueur au 30 juin 2014 et 31 décembre 2013.

Engagements donnés

(a) Engagements liés aux activités opérationnelles

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe a souscrit des contrats à long terme d'approvisionnement en matières premières ou en énergie.

Le Groupe est engagé en tant que preneur dans des contrats de location d'exploitation portant sur des terrains, des constructions et des équipements. Le montant en engagement hors bilan correspond aux loyers futurs minimaux.

(b) Engagements liés au périmètre

Dans le cadre de ses opérations de cession, le Groupe a accordé aux acquéreurs des garanties de passif, pour lesquelles le risque est jugé mineur, pour un montant maximum total en vigueur au 30 juin 2014 de 569 millions d'euros.

Par ailleurs, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a renforcé de 15 % fin 2009 sa participation minoritaire dans nos opérations ciment en Russie. À partir de décembre 2015, le Groupe aura le droit de racheter ce complément de participation minoritaire à sa valeur de marché. Dans l'hypothèse où le Groupe n'exerçait pas cette option d'achat, il pourrait être amené à céder tout ou partie de sa propre participation à un tiers ou à la BERD.

Note 10. Opérations avec des parties liées

Il n'y a aucune transaction significative sur la période avec des parties liées ni d'évolution quant à la nature des transactions telles que décrites dans la Note 30 des comptes consolidés du Document de Référence 2013.

Note 11. Evénements postérieurs à la clôture et autre information

Le 7 avril 2014, Lafarge et Holcim ont annoncé un projet visant à rapprocher les deux sociétés dans le cadre d'une fusion entre égaux pour créer LafargeHolcim, un groupe à l'avant-garde de l'industrie des matériaux de construction. Ce projet a été approuvé par les Conseils d'administration des deux sociétés et a reçu le plein soutien de leurs grands actionnaires.

LafargeHolcim serait coté sur Euronext Paris et sur le SIX à Zurich et serait une société de droit suisse domiciliée en Suisse. Cette fusion serait structurée comme une offre publique d'échange initiée par Holcim sur les actions de Lafarge. Le Conseil d'administration de LafargeHolcim serait composé d'un nombre égal d'administrateurs venant de Lafarge et

de Holcim. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet <http://lafargeholcim.projet-fusion.com/fr>.

Le 7 juillet 2014, après la signature de l'accord de fusion (« Combination Agreement »), Lafarge et Holcim ont publié une liste d'actifs qui pourraient être désinvestis afin d'anticiper les demandes éventuelles des autorités de la concurrence. Les deux sociétés continueront à évaluer les situations où des désinvestissements pourraient être nécessaires en fonction de l'appréciation des recouvrements géographiques ou de demandes des autorités de la concurrence. Le processus de cession se déroulera dans le respect des conditions d'information et de consultation en vigueur et dans le cadre d'un dialogue permanent avec les instances de représentation du personnel. Les désinvestissements proposés seront notamment conditionnés à l'examen des autorités de régulation, à l'accord des co-actionnaires lorsque nécessaire, ainsi qu'à la conclusion effective de l'offre publique d'échange. En lien avec cette annonce, un accord de principe a été signé le 6 juillet 2014 avec Anglo American pour le rachat par Lafarge des 50% détenus dans Lafarge Tarmac au Royaume-Uni pour une valeur minimale de 885 millions de livres sterling. L'accord final sera signé le 24 juillet 2014. Ce rachat est notamment conditionné à la réalisation effective de la fusion entre Lafarge et Holcim.

Le Groupe n'a pas identifié d'impacts, à traduire dans les comptes consolidés intermédiaires condensés au 30 juin 2014, qui pourraient être engendrés par la réalisation effective de la fusion, notamment liés à l'effet éventuel d'offres publiques obligatoires, de clauses de changement de contrôle ou autres dispositions légales, réglementaires ou contractuelles particulières relatives par exemple aux régimes d'avantages au personnel, aux instruments financiers, aux impôts, à des contrats d'approvisionnements ou à des accords avec des partenaires.

Le rapprochement proposé est entre autres conditionné à l'approbation des actionnaires de Holcim, à l'apport dans le cadre de l'offre d'échange par les actionnaires Lafarge d'au moins 2/3 des actions et des droits de vote de Lafarge sur une base totalement diluée et à l'obtention des différentes autorisations notamment réglementaires et autres approbations et consultations d'usage. La finalisation de l'opération devrait intervenir au cours du premier semestre 2015 sous réserve de l'obtention des autorisations réglementaires requises. D'ici la finalisation de l'opération, les deux sociétés poursuivent leurs activités de manière autonome.

Attestation des responsables du rapport financier semestriel

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de Lafarge et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions avec les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Paris, le 24 juillet 2014

Jean-Jacques Gauthier
Directeur général adjoint Groupe Finance

Bruno Lafont
Président-Directeur Général

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés intermédiaires condensés de la société Lafarge, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés intermédiaires condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés intermédiaires condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 « Nouvelles normes et interprétations IFRS » des notes annexes aux comptes consolidés intermédiaires condensés qui expose les effets de l'application au 1^{er} janvier 2014 de la norme IFRS 11 – Partenariats.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés intermédiaires condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés intermédiaires condensés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 24 juillet 2014

Les commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé